

PREMIER TRIMESTRE

RAPPORT TRIMESTRE

EXERCICE 2012

L'innovation au coeur de l'action



Message aux actionnaires

Chers actionnaires,

Le premier trimestre de l'exercice 2012 marque le premier rapport financier de la société produit selon les nouvelles Normes internationales d'information financière (IFRS). Le passage des principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada aux IFRS a été un véritable défi pour notre chef des finances et notre équipe de comptabilité. Notre entreprise est complexe avec ses nombreuses unités d'exploitation et nombreux sites, ainsi que ses composantes génératrices de produits et de recherche et développement.

Par suite de notre conversion aux IFRS, nous avons dû produire un état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS au 1^{er} juillet 2010 et refaire les états financiers consolidés de chaque trimestre depuis cette date. Un des changements comptables les plus importants en vertu des IFRS est le fait que le paiement initial de 20 M\$ US que la société a reçu de Endo Pharmaceuticals, son partenaire de licence pour *Urocidin*^{MC}, en juillet 2009, est maintenant comptabilisé en résultat avant le 1^{er} juillet 2010, date de transition aux IFRS, et, par conséquent, figure dans les capitaux propres plutôt que dans les produits différés. Ce changement comptable a fait augmenter les capitaux propres de la société de 19,4 millions \$ et a entraîné une réduction correspondante du passif. Après prise en compte de tous les ajustements liés aux IFRS, l'augmentation nette des capitaux propres au 1^{er} juillet 2010 s'est établie à environ 14,8 millions \$. Pour en savoir plus sur l'incidence des IFRS sur les états financiers de la société, voir le rapport de gestion du présent rapport trimestriel (voir également la note 18 des états financiers).

Le taux de combustion du capital, c'est-à-dire les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, est un facteur de grande inquiétude pour bon nombre d'entre vous. Le taux de combustion du capital mensuel s'établissait en moyenne à 1 million \$ par mois à l'exercice 2011. Au premier trimestre de l'exercice 2012, le taux de combustion du capital a été d'environ 1,2 million \$ par mois. La hausse observée au premier trimestre par rapport à la moyenne globale de l'exercice 2011 s'explique par l'absence de produits tirés de l'atteinte de jalons en santé humaine et par l'absence de subventions du gouvernement pour le centre de fabrication de vaccins. Il est important de souligner que la société s'efforce de réduire son taux de combustion du capital futur et qu'un certain nombre de mesures de limitation des coûts sont maintenant en place et commencent à produire des résultats positifs. Nous demeurons déterminés à réduire progressivement le taux de combustion du capital tout au long du second semestre de l'exercice 2012. Pour l'exercice 2013, notre objectif est d'éliminer complètement le taux de combustion du capital et d'atteindre une rentabilité durable d'ici la fin de cet exercice.

Outre les efforts de limitation des coûts, la société réduira le taux de combustion du capital comme suit :

1. en augmentant les produits tirés des ventes de produits de la division de la santé animale et en se concentrant sur le lancement de nouveaux produits issus des projets de développement en interne de la société;
2. en misant sur les produits à marge élevée pour hausser les profits de la division de la santé animale;
3. en réduisant les coûts indirects à mesure que certains des projets de recherche à un stade avancé arriveront à maturité.

Certains actionnaires ont indiqué que nous devrions réduire nos dépenses en recherche et développement. De fait, notre programme de recherche et développement est, dans une large mesure, axé sur les projets de développement de produits à un stade avancé, lesquels, lorsqu'ils seront commercialisés, produiront un rendement de loin supérieur à celui des produits sous licence. Pour certains projets de recherche et développement de plus petite taille, l'échéancier a été prolongé afin de préserver les flux de trésorerie.

À titre d'exemple d'un important projet de recherche et développement au stade avancé, citons le vaccin contre *Rhodococcus equi* (*R. equi*) pour les chevaux, premier vaccin commercial au monde contre cette bactérie qui cause une infection respiratoire débilitante courante chez les poulains et qui peut réduire leur capacité pulmonaire et leur performance futures. Parmi les méthodes de prévention actuelles, on compte plusieurs pratiques de gestion visant à réduire la quantité d'organismes présents sur la ferme et l'utilisation de produits sériques hyperimmuns coûteux sur les jeunes poulains. Le traitement est dispendieux et suppose

de fortes doses d'antibiotiques, un traitement clinique intensif du poulain malade ainsi qu'un pronostic limité à réservé en ce qui concerne le poulain. Un outil de prévention comme un vaccin serait utile pour le traitement de cette maladie. Le vaccin contre *R. equi* de la société a fait l'objet de tests et a démontré l'efficacité souhaitée dans le cadre d'études de provocation contrôlées. D'autres études sont menées et la société s'attend à présenter les résultats de ces études aux organismes de réglementation au cours de la prochaine année.

C'est le centre de fabrication de vaccins axés sur la santé animale et la salubrité alimentaire (CFV) de la société à Belleville, en Ontario, qui fabriquera le vaccin contre *R. equi*. Cette installation est encore en processus de validation et de mise en service. Ce processus devrait prendre fin comme prévu au début de 2012, après quoi la production augmentera. Pour accroître la production, la société devra faire passer la production d'*Econiche*^{MC}, son vaccin bovin contre la bactérie *E. coli* O157, du laboratoire de production aux installations de fermentation du CFV. Le CFV devrait produire un premier lot commercial d'*Econiche*^{MC} d'ici le milieu de 2012.

Si vous avez suivi les annonces faites par la société au sujet de ses produits de santé animale, vous savez qu'elle a obtenu, plus tôt cette année, l'autorisation de commercialiser *Folltropin*®-V en Chine. Ce produit est une hormone folliculostimulante (FSH) utilisée pour produire une superovulation chez les bovins afin de stimuler le transfert d'embryons. Il jouit d'une présence prépondérante sur le marché mondial de la technologie de superovulation, avec une part de marché de plus de 70 %. La Chine représente un marché en pleine croissance avec une population de 1,3 milliard d'habitants et une demande sans cesse grandissante pour les produits laitiers et les produits carnés, et où l'amélioration génétique des bovins, notamment les vaches laitières, est une grande priorité. À l'heure actuelle, le cheptel bovin de la Chine est estimé à 187 millions de têtes, et *Folltropin*®-V sera notre produit phare pour ce vaste marché. L'équipe de direction de la division de la santé animale de Bioniche travaille en collaboration avec des représentants choisis du secteur de la santé animale en Chine pour faciliter l'accès au marché pour ce produit et d'autres produits de reproduction du bétail.

La société coparraine un important congrès portant sur la génétique de bovins de boucherie qui se tiendra à Queensland, en Australie, en mai 2012. Il s'agit d'une bonne occasion de promouvoir la gamme de produits de reproduction du bétail de la société dans un marché qui représente un important fournisseur de bovins sur pied et de produits du bœuf pour l'Asie.

Comme Endo Pharmaceuticals mène actuellement le programme de développement de phase III pour *Urocidin*^{MC} pour le traitement du cancer de la vessie non invasif sur le plan musculaire, elle s'occupe aussi des communications entourant le programme. Nos actionnaires ont remarqué un changement dans la fréquence et la précision des communications par rapport à l'époque où le programme était mené par la société. Parmi les récents développements, l'un d'entre eux est particulièrement digne de mention. Lors de la troisième réunion multidisciplinaire européenne sur les cancers urologiques qui s'est tenue à Barcelone, en Espagne, en novembre 2011, une sous-analyse du premier essai de phase III avec *Urocidin*^{MC} a été présentée. L'analyse rétrospective visait à examiner si le produit pouvait être instillé en toute innocuité dans la vessie immédiatement après une chirurgie liée à un cancer de la vessie (p. ex. résection d'une tumeur ou biopsie). Les résultats de cette analyse menée auprès de 16 patients et un total de 28 instillations révèlent que *Urocidin*^{MC} était bien toléré chez un nombre restreint de patients lorsqu'il était instillé immédiatement après la résection d'une tumeur ou une biopsie.

Quant à l'état d'avancement de l'essai clinique de phase III avec *Urocidin*^{MC} actuellement en cours, je vous invite à consulter le site Web www.clinicaltrials.gov, no d'identification NCT01200992, où vous pouvez suivre les progrès de l'essai et connaître les sites d'étude qui ont été mis en place, et consulter le protocole établi pour l'essai ainsi que toute modification qui y a été apportée. On y trouve également la date d'inscription à l'étude et la date d'achèvement de l'étude. À l'heure actuelle, ce site Web montre que Endo prévoit que l'inscription à l'étude prendra fin d'ici décembre 2013.

Certains d'entre vous se sont dits préoccupés à propos d'une résolution adoptée lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de novembre. La résolution a approuvé l'établissement d'un plafond annuel global total de la rémunération des administrateurs payable aux administrateurs non membres de la direction à 750 000 \$ CA. Le montant actuel de la rémunération des administrateurs est d'environ 350 000 \$ CA par année et il n'existe aucun plan visant à hausser ce montant. La société

est tenue, par l'Australian Securities Exchange (ASX), de fixer un plafond annuel global. Le montant de 750 000 \$ CA a été fixé afin d'assurer une flexibilité maximale pour couvrir la rémunération des administrateurs, laquelle fluctuera en fonction notamment du nombre d'administrateurs, du nombre de réunions du conseil ou des comités pertinents tenues et de la participation des administrateurs à ces réunions. Le plafond global devrait permettre le paiement de la rémunération des administrateurs aux taux actuels pendant un certain nombre d'années.

Certains d'entre vous ont également exprimé leur inquiétude concernant la comptabilisation, à l'exercice 2011, d'environ 2,0 millions \$ pour un régime de retraite établi à mon intention. Le régime prévoit deux mois de continuation du salaire pour chaque année de service, mais aucun décaissement n'a été effectué étant donné que l'obligation n'est pas capitalisée. Durant le processus d'inscription à la cote de l'ASX à la fin du dernier exercice, il a été recommandé qu'une entente soit conclue à cet égard. Le comité de rémunération de la société, en collaboration avec les conseillers juridiques, a examiné les normes de l'industrie et a convenu d'un régime qui a été approuvé par le conseil d'administration. Le régime est traité comme une charge à payer, mais figure comme un élément sans effet de trésorerie dans nos états financiers. Il reste non capitalisé et n'a pas eu d'incidence sur la trésorerie. Les modalités du régime ne comprennent pas de paiements forfaitaires à la retraite, mais plutôt la continuation du salaire pendant une période de cinq ans, ce qui n'est pas pour demain puisque je ne compte pas prendre ma retraite dans un avenir prévisible.

En résumé, l'objectif premier de la société est d'atteindre un taux de combustion du capital nul à l'exercice 2013 et d'être en position de rentabilité soutenue avant l'approbation, par les organismes de réglementation, d'*Urocidin*^{MC} pour le traitement du cancer de la vessie non invasif sur le plan musculaire réfractaire au BCG. Elle y parviendra en augmentant ses produits tirés des ventes de produits existants, de l'utilisation de son centre de fabrication de vaccins et des nouvelles applications, tant animales qu'humaines, de sa plate-forme technologique du complexe ADN – paroi cellulaire d'origine mycobactérienne.

La société vous remercie de votre fidèle soutien.



**Le président du conseil d'administration et président et chef de la direction,
Graeme McRae**

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011

La responsabilité du rapport de gestion qui suit incombe à la direction et il doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 septembre 2011 de la société et les notes y afférentes, ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités annuels de la société et le rapport de gestion et les résultats opérationnels pour l'exercice clos le 30 juin 2011, qui figurent sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur www.ASX.com.au. Avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2011, la société a adopté les Normes internationales d'information financière («IFRS»). L'information financière qui suit et les états financiers intermédiaires résumés connexes sont présentés selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Les périodes comparatives de l'exercice 2011 ont été retraitées selon les IFRS. Le rapport de gestion présente une analyse du rendement de la société pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, et une comparaison avec la période correspondante close le 30 septembre 2010. Ce rapport a été préparé par la direction à partir de l'information disponible au 12 décembre 2011.

Lorsqu'un énoncé présenté dans ce document contient des informations qui ne sont pas historiques, il est considéré comme étant prospectif et assujéti à des risques et incertitudes. Les résultats réels, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations pourraient différer considérablement de ceux ou celles projetés dans les présentes et dépendent d'un certain nombre de facteurs, y compris le parachèvement avec succès de la recherche et des essais cliniques selon le calendrier établi, les incertitudes liées au processus de réglementation et la commercialisation ultérieure des produits thérapeutiques de la société.

Les énoncés de mise en garde compris dans le présent rapport s'appliquent à tous les énoncés prospectifs qui y figurent également. Les résultats futurs de la société pourraient différer de façon importante de ceux qui sont abordés dans les présentes. Les facteurs qui pourraient occasionner des écarts ou contribuer à ceux-ci sont présentés sous la rubrique «Risques et incertitudes». Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Les expressions «nous», «nos», «notre», «Bioniche» ou la «société» renvoient toutes à Bioniche Life Sciences Inc., à moins d'indication contraire. Tous les pourcentages indiqués dans les présentes sont calculés d'après les montants entiers figurant dans les documents financiers et les états financiers de la société et non d'après les montants arrondis figurant dans les présentes.

VUE D'ENSEMBLE DE L'ENTREPRISE

Bioniche est une société biopharmaceutique canadienne de recherche axée sur la technologie qui est engagée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de produits brevetés à l'intention des marchés de la santé humaine et de la santé animale partout dans le monde. La société emploie 221 personnes et compte trois unités d'exploitation : santé humaine, santé animale et salubrité des aliments. Le siège social de la société est situé à Belleville, en Ontario (Canada).

Contexte et modèle d'entreprise

M. Graeme McRae a fondé la société en 1979 sous le nom de Vetrepharm, société spécialisée en santé animale, à London, en Ontario. M. McRae était d'avis que les principales sociétés pharmaceutiques ne se penchaient pas suffisamment sur la recherche de solutions de rechange aux antibiotiques en guise de traitement des maladies propres au bétail. Il était convaincu qu'il existait de meilleures façons de soigner les maladies vétérinaires, sans éprouver les problèmes associés aux antibiotiques, lesquels laissent des traces dans la chaîne alimentaire et favorisent la création d'espèces de bactéries résistantes. Le mandat de Vetrepharm était donc de faire de la recherche pour trouver des solutions de rechange, et cet engagement est resté le même au cours de ses 32 années d'activité. La société a financé elle-même le développement de ses technologies en mettant au point un certain nombre de nouveaux produits, en les fabriquant et en les vendant aux vétérinaires.

Cette approche s'est révélée viable pour gérer l'entreprise, la croissance et l'étendue des activités de recherche, ainsi que pour créer de la valeur pour les actionnaires. Le chiffre d'affaires attribuable à la production et aux ventes de produits a assuré la stabilité de l'entreprise et de ses activités de recherche. Par conséquent, la société croit que la meilleure façon de créer de la valeur à long terme pour les actionnaires est de générer davantage de flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant de l'enregistrement et de la commercialisation de produits mis au point en interne. Même si elle préfère participer le plus possible à toutes les étapes du cycle de vie des produits qu'elle met au point en interne, la société croit qu'il est parfois préférable, pour certains projets, de s'associer avec des partenaires pour ce qui touche les volets marketing et commercialisation, comme Endo Pharmaceuticals Inc. («Endo») pour *Urocidin*^{MC}. Chaque fois qu'il est possible de le faire, la société fabrique les produits qu'elle développe, générant ainsi une marge bénéficiaire bien plus élevée qu'en utilisant la méthode traditionnelle d'ententes d'octroi de licences avec des fabricants et des distributeurs externes. Aujourd'hui, deux produits importants mis au point par Bioniche (*Urocidin*^{MC} et *Econiche*^{MC}) en sont aux dernières étapes de développement et entament le processus approprié de réglementation. La société compte assurer elle-même la fabrication de ces produits.

Au fil des ans, la société a surtout mobilisé des capitaux pour financer ses activités de développement. À l'avenir, la société a l'intention de financer les recherches en cours grâce à des résultats opérationnels plus élevés et durables, et de financer la construction et l'aménagement d'installations de production en utilisant des instruments financiers à long terme traditionnels, dont l'aide gouvernementale disponible.

OBJECTIFS

Les objectifs de la société consistent à déployer sa stratégie commerciale :

1. Exploiter les technologies brevetées existantes et continuer, par le truchement de son programme de développement de produits, d'en améliorer la valeur thérapeutique prouvée pour l'être humain et l'animal.
2. Travailler au développement de ces technologies jusqu'à leur commercialisation, que ce soit seule ou avec des partenaires stratégiques.
3. Fabriquer autant de produits issus de son programme de développement de produits qu'elle le peut afin d'améliorer ses marges bénéficiaires, de protéger l'intégrité de ses produits et d'accroître la valeur à long terme pour ses actionnaires.

MODIFICATIONS AUX MÉTHODES COMPTABLES, ET ADOPTION ET INCIDENCE DES IFRS

Depuis le 1^{er} juillet 2011, la société applique les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board («IASB»). La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 repose sur l'adoption initiale des méthodes comptables selon les IFRS, lesquelles diffèrent des méthodes comptables utilisées pour la préparation des états financiers consolidés annuels les plus récents selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada.

Les méthodes comptables décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 ont été appliquées uniformément à toutes les périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2010 qui sont présentées dans ces états financiers. L'information comparative pour le trimestre clos le 30 septembre 2010 et les états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2011, dont les montants étaient présentés selon les PCGR du Canada, a donc été ajustée. Les méthodes comptables selon les IFRS ont également été appliquées pour préparer l'état de la situation financière d'ouverture au 1^{er} juillet 2010 aux fins de la transition aux IFRS, comme l'exige l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités selon l'IFRS 1, la société a eu recours aux exceptions obligatoires et à certaines exemptions facultatives à l'application rétrospective des IFRS.

Un rapprochement des périodes présentées antérieurement selon les PCGR du Canada et des périodes présentées selon les IFRS, ainsi qu'une analyse de l'incidence de la transition des PCGR du Canada aux IFRS sur la situation financière de la société, son rendement financier et ses flux de trésorerie figurent à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

INCIDENCE DES IFRS SUR LA SOCIÉTÉ

La conversion aux IFRS a une incidence sur la présentation des résultats financiers par la société. La conversion aux IFRS a eu une incidence minimale sur les systèmes comptables de la société étant donné que les méthodes comptables ont peu changé. La conception actuelle des procédures de contrôle interne et de communication de l'information de la société n'a pas subi de modification importante par suite de la conversion aux IFRS. La direction a évalué l'incidence de l'adoption des IFRS sur les arrangements contractuels de la société et n'a pas repéré de problème de conformité significatif. La direction a également évalué l'incidence de la transition sur le processus de planification interne et les ententes de rémunération et n'a détecté aucun problème important.

PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

Certaines nouvelles normes, interprétations et modifications aux normes existantes publiées par l'IASB ou par l'IFRS Interpretation Committee («IFRIC») qui n'étaient pas encore en vigueur à la date de publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société sont décrites à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société. La société évalue l'incidence de ces positions sur ses résultats résumés et sur sa situation financière. La société a l'intention d'adopter ces normes dès qu'elles entreront en vigueur.

MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Dans les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion annuels de 2011 de la société, la direction a déterminé les méthodes et estimations comptables qui sont critiques pour la compréhension des activités et des résultats opérationnels de la société. Au moment de l'adoption des IFRS, les méthodes et estimations comptables critiques ont été mises à jour conformément aux IFRS. Pour plus d'informations sur les principales méthodes comptables de la société et sur l'application des principaux jugements, estimations et hypothèses comptables, se reporter aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société pour le trimestre clos le 30 septembre 2011.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES

Les mesures suivantes utilisées dans le rapport de gestion n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Le BAIIA désigne le «bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et profit ou perte de change». La société considère le BAIIA comme une mesure efficace de l'apport de chaque secteur de la société aux résultats opérationnels. De l'avis de la direction, cette mesure est utilisée par les analystes et les actionnaires pour évaluer la performance financière des activités de la société.

Le taux de combustion du capital désigne les «flux de trésorerie consolidés liés aux activités opérationnelles». Cette information figure aux tableaux des flux de trésorerie consolidés, sous la rubrique «Activités opérationnelles». Il s'agit des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (avant la variation des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles).

Le fonds de roulement net désigne l'actif courant moins le passif courant.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Le tableau suivant présente, pour les périodes indiquées, le pourcentage des produits des activités ordinaires par poste du compte de résultat et de l'état du résultat global consolidés de la société.

COMPTES DE RÉSULTAT ET ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 30 septembre	2012		2011	
	T1 – Cumul à ce jour		T1 – Cumul à ce jour	
	\$	% des produits	\$	% des produits
Produits	6,816	100%	7,482	100%
Charges				
Coût des ventes	3 073	45%	3 265	44%
Administration	2 489	36%	1 980	26%
Frais de commercialisation et de vente	1 771	26%	1 577	21%
Résultat avant frais de recherche et de développement	(517)	-7%	660	9%
Frais de recherche et de développement, montant net	4 621	68%	4 238	57%
Intérêts, impôts et change	(627)	-9%	(946)	-13%
Résultat net	(4 511)	-66%	(2 632)	35%
Conversion d'un établissement à l'étranger	267	4%	(712)	-10%
Résultat net et résultat global	(4 244)	-62%	(3 344)	-45%

Produits des activités ordinaires consolidés

Les produits des activités ordinaires consolidés de la société pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 se sont établis à 6,8 millions \$ comparativement à 7,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2010, soit une diminution de 9 %. La diminution de 0,7 million \$ des produits des activités ordinaires a trait à une sécheresse touchant les ventes de produits de reproduction du bétail dans le sud des États-Unis, ainsi qu'aux retards dans le calendrier de certaines ventes qui doivent être réalisées au cours des prochains trimestres. La diminution des ventes a été en partie compensée par les profits sur les ventes réalisées en Australie et au Canada. Les produits tirés de la collaboration de recherche avec Endo ont régressé de 0,1 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2011.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES CONSOLIDÉS PAR UNITÉ OPÉRATIONNELLE

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 30 septembre	2012	2011	Croissance*
	T1 – Cumul à ce jour	T1 – Cumul à ce jour	
	\$	\$	%
Santé animale – Canada*	2 335	1 757	33%
Santé animale – États-Unis*	2 082	3 440	-39%
Santé animale – Australie*	1 557	1 260	24%
Santé animale – Europe*	149	235	-36%
<i>Total partiel – Santé animale</i>	6 123	6 692	-9%
Octroi de licences et collaboration de recherche	693	790	-12%
Total des produits des activités ordinaires présentés	6 816	7 482	-9%

*Selon l'origine des ventes

Coût des ventes

Le coût des ventes est lié principalement aux ventes de produits dans l'unité d'exploitation de la santé animale, et a reculé de 6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2011. Ce recul est directement lié à la diminution des ventes par rapport à l'exercice précédent, comme il est mentionné précédemment. Les marges brutes ont été de 49,8 % comparativement à 51,2 % au premier trimestre de l'exercice précédent. Ce fléchissement est principalement imputable aux variations de la composition des ventes découlant des conditions de sécheresse dans le sud des États-Unis et à leur incidence sur les ventes de produits relatifs à la reproduction. Par suite de l'adoption des IFRS, l'amortissement est désormais classé dans l'activité principale à laquelle il est lié, et une partie de cet amortissement est incluse dans le coût des ventes. Antérieurement, selon les PCGR du Canada, l'amortissement était classé à titre d'élément distinct dans le compte de résultat. Par conséquent, ce changement de présentation a comme incidence de réduire la marge brute d'environ 1,5 % tant pour l'exercice 2012 que pour l'exercice 2011.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

(en milliers de dollars canadiens)

	2012	2011
	T1 – Cumul	T1 – Cumul
	à ce jour	à ce jour
	\$	\$
Pour les trimestres clos les 30 septembre		
Produits des activités ordinaires		
Produits des activités ordinaires tirés des produits	6 123	6 692
Produits tirés de l'octroi de licences et des activités de collaboration de recherche	693	790
	6 816	7 482
Coût des ventes	3 073	3 265
Marge brute	3 743	4 217
Ratio marge brute/ventes de produits	3 050	3 427
Pourcentage de la marge brute sur les ventes de produits	49,8%	51,2%

Frais d'administration et frais de commercialisation et de vente

Dans l'ensemble, les frais d'administration et les frais de commercialisation et de vente ont augmenté respectivement de 0,5 million \$ et 0,2 million \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 en regard de la période correspondante de l'exercice 2011. Cette augmentation s'explique principalement par l'embauche de personnel administratif supplémentaire au cours de l'exercice écoulé dans le cadre de la transition aux IFRS, la gestion du centre de fabrication de vaccins, l'expansion de l'entreprise et les autres services de soutien aux fins de la croissance planifiée. En ce qui a trait aux frais de commercialisation et de vente, la hausse découle principalement des activités de préparation du lancement de produits devant être mis sur le marché au cours des 12 prochains mois. La société compte investir des ressources additionnelles dans la vente et la commercialisation au cours de l'exercice 2012 afin d'évaluer, d'étendre et de développer des marchés existants et nouveaux pour le secteur de la santé animale et d'accroître ses produits tirés des activités ordinaires et ses flux de trésorerie.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 sont demeurés similaires à ceux du trimestre correspondant de 2010. La société a réalisé des progrès au cours des dernières étapes de développement d'un certain nombre de produits de la division de la santé animale qui devraient être lancés au cours des 12 prochains mois, dont trois ont été lancés depuis le début de l'exercice considéré. Les activités de développement en santé humaine ont diminué du fait de l'achèvement des travaux précliniques. L'aide gouvernementale liée à la recherche a été moins élevée de 0,3 million \$ au cours du trimestre, les programmes d'aide gouvernementale tirant à leur fin.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT, MONTANT BRUT

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 30 septembre	2012		2011	
	T1 – Cumul à ce jour		T1 – Cumul à ce jour	
	\$	%	\$	%
Secteurs clés				
Santé animales	1 372	28%	854	18%
Salubrité des aliments	671	14%	456	10%
Santé humaine	2 777	58%	3 432	72%
Frais de recherche et de développement, montant brut	4 820	100%	4 742	100%

Résultat net et résultat global consolidés

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, le résultat de base et dilué par action s'est établi à (0,04) \$, soit le même niveau que le résultat par action de (0,04) \$ de la période correspondante de l'exercice 2011. Le résultat net consolidé a progressé de 1,9 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice 2011, ce qui s'explique essentiellement par la diminution des ventes de produits et des produits tirés de l'octroi de licences (0,5 million \$), par la montée des frais d'administration et des frais de commercialisation et de vente (0,7 million \$), par l'incidence de l'expiration de certains programmes d'aide gouvernementale relatifs aux activités de développement (0,3 million \$) et par les répercussions des impôts sur le résultat et des opérations de change d'environ (0,4) million \$. En raison de l'adoption des IFRS, les filiales doivent être comptabilisées au moyen de leur monnaie fonctionnelle, de sorte que des ajustements de change sont requis en raison de la méthode d'application du taux de change aux comptes des entités consolidées utilisée à l'heure actuelle. L'incidence de ces ajustements de conversion est comptabilisée dans les postes du résultat global. Au 30 septembre 2011, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation était de 102 274 109, en regard de 73 036 406 pour la période correspondante de l'exercice 2011.

BAIIA (avant frais de recherche et de développement, montant net)*

Le BAIIA avant frais de recherche et de développement a diminué au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011 par rapport à la période correspondante de l'exercice 2011 du fait du recul des ventes de produits et des produits des activités ordinaires tirés de l'octroi de licences ainsi que de l'accroissement des frais d'administration et des frais de commercialisation et de vente.

CALCUL DE BAIIA

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 30 septembre	2012 T1 – Cumul à ce jour \$	2011 T1 – Cumul à ce jour \$
Résultat avant frais de recherche et de développement	(517)	660
Ajouter (déduire) :		
Amortissement (déduction faite de l'amortissement compris dans les frais de recherche et de développement)	275	216
BAIIA avant frais de recherche et de développement	(242)	876

Résultats consolidés des huit derniers trimestres

APERÇU DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

(en milliers de dollars canadiens)

	2012	2010				2010		
	IFRS	Ajustés selon les IFRS				Non ajustés selon les IFRS		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits	6,8	8,0	8,1	11,0	7,5	9,4	15,6	13,8
Résultat avant frais de recherche et de développement et impôts sur le résultat	(0,3)	1,6	(0,2)	2,2	1,4	2,0	8,4	6,6
Résultat net	(4,5)	(3,4)	(5,2)	(2,5)	(2,6)	(1,8)	4,4	2,7
Résultat net de base et dilué par action	(0,04)	(0,05)	(0,05)	(0,03)	(0,04)	(0,03)	0,06	0,04

Fluctuations des résultats opérationnels consolidés

La société prévoit que ses résultats opérationnels consolidés connaîtront à l'avenir des fluctuations importantes d'une période à l'autre. Les résultats opérationnels trimestriels et annuels devraient être touchés dans un avenir prévisible par plusieurs facteurs, dont le calendrier des essais cliniques, le moment des approbations des organismes de réglementation pour la commercialisation des produits, l'évolution et le calendrier des dépenses liées aux démarches de commercialisation, le moment de la réception des produits des activités ordinaires tirés de la vente de produits et, surtout, l'atteinte de jalons de rendement. En raison de ces fluctuations, la société est d'avis que la comparaison des résultats opérationnels consolidés d'une période à l'autre n'est pas représentative de son rendement futur, particulièrement si l'on tient compte de la signature du contrat de licence, de développement et d'approvisionnement conclu avec Endo en juillet 2009.

FAITS SAILLANTS DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

Actif

Les actifs courants de la société au 30 septembre 2011 totalisaient 27,0 millions \$, en regard de 33,2 millions \$ au 30 juin 2011. Cette baisse est surtout imputable aux investissements continus de fonds de roulement dans la réalisation des travaux de construction du centre de fabrication de vaccins et dans le développement en cours des produits que la société prévoit lancer au cours de l'exercice à venir.

Les actifs non courants au 30 septembre 2011 atteignaient 48,3 millions \$, comparativement à 46,6 millions \$ au 30 juin 2011. Cette amélioration de 1,7 million \$ découle principalement des investissements réalisés dans les travaux de construction du centre de fabrication de vaccins à Belleville, en Ontario, et de la comptabilisation des actifs d'impôts relativement à la division de la santé animale de Bioniche aux États-Unis.

Passif et capitaux propres

Au 30 septembre 2011, le fonds de roulement net de la société totalisait 18,6 millions \$, contre un fonds de roulement de 22,9 millions \$ au 30 juin 2011. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011, la société a réduit ses fournisseurs et autres créiteurs de 2,0 millions \$, compte tenu de l'achèvement du centre de fabrication de vaccins.

Les passifs non courants au 30 septembre 2011 totalisaient 33,5 millions \$, contre 32,2 millions \$ au 30 juin 2011. Cette augmentation reflète la partie non courante du remboursement requis de l'aide gouvernementale liée au financement du centre de fabrication de vaccins à Belleville, en Ontario.

Les capitaux propres au 30 septembre 2011 s'élevaient à 33,4 millions \$, par rapport à 37,3 millions \$ au 30 juin 2011.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La société a subi d'importantes pertes et, au 30 septembre 2011, elle avait accumulé un déficit de 100,4 millions \$, y compris une perte à court terme de 4,5 millions \$ pour le trimestre clos à cette date. Malgré cela, la structure du capital et la situation de trésorerie actuelles de la société se sont améliorées au cours des deux derniers exercices, et celle-ci est en bonne posture sur le plan financier pour réaliser ses activités de commercialisation.

Au 30 septembre 2011, la société disposait de suffisamment de trésorerie pour poursuivre ses activités jusqu'au premier trimestre de l'exercice 2013. Il importe de noter que la société s'est mise à réduire le taux de combustion, et que de nombreuses initiatives de contrôle des coûts déjà en cours commencent à porter leurs fruits. La direction s'engage à diminuer progressivement le taux de combustion jusqu'au deuxième semestre de l'exercice 2012. La société a pour objectif d'éliminer le taux de combustion à l'exercice 2013, et d'afficher une rentabilité durable d'ici la fin de cet exercice.

Outre les efforts de contrôle des coûts, elle réduira le taux de combustion comme suit :

1. en augmentant les produits des activités ordinaires tirés des ventes de produits de la division de la santé animale et en se concentrant sur le lancement de nouveaux produits issus des projets de développement en interne de la société;
2. en accroissant les profits de la division de la santé animale, grâce à l'accent mis sur les produits à marge élevée;
3. en réduisant les coûts indirects, étant donné que des projets de recherche à un stade avancé sont en voie d'achèvement.

Les liquidités se sont accrues par suite de la conclusion le 10 juillet 2009 d'un contrat de licence, de développement et d'approvisionnement avec Endo, qui a procuré à la société un montant initial de 20 millions \$ US, suivi de montants de respectivement 14 millions \$ US et 4 millions \$ US à l'atteinte de jalons au cours des exercices clos les 30 juin 2010 et 2011. En outre, la société a mobilisé un produit brut additionnel de 28,9 millions \$ dans le cadre de deux placements réalisés en parallèle au Canada (16,7 millions \$) et en Australie (12,2 millions \$), respectivement en décembre 2010 et en janvier 2011.

Par suite de ces opérations, les principaux ratios de liquidité de la société se sont grandement améliorés. Le ratio actuel (actif courant/passif courant) est passé de 2,48:1 à 3,23:1 respectivement au 1^{er} juillet 2010 et au 30 juin 2011, et à 3,19:1 au 30 septembre 2011. Parallèlement, le ratio d'endettement de la société s'est amélioré au cours de la période, passant de 1,62 à 1,13 respectivement au 1^{er} juillet 2010 et au 30 juin 2011, mais a chuté à 1,26 au 30 septembre 2011.

La société a aussi été en mesure de financer la construction, au coût de 27 millions \$, du centre de fabrication de vaccins en santé animale et salubrité des aliments grâce à une aide gouvernementale remboursable de 20 millions \$ ainsi qu'à une facilité de prêt à long terme de 5 millions \$ consentie par la Banque de développement du Canada (BDC), pour un total de 25 millions \$. De l'aide gouvernementale remboursable de 20 millions \$, un montant de 7,6 millions \$ est remboursable au moyen de redevances pouvant atteindre 2,5 % des ventes futures de *Econiche*^{MC} (jusqu'à concurrence de 13,6 millions \$), et le solde de 15 millions \$ portera intérêt et deviendra remboursable à compter de 2013.

La politique de la société en matière de trésorerie consiste à investir les fonds qui ne sont pas requis immédiatement dans des instruments à court terme selon une stratégie d'investissement fondée sur la préservation du capital. Au 30 septembre 2011, un montant d'environ 1,5 million \$ était investi dans des placements à court terme.

Les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles de la société au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011 se sont élevés à 3,9 millions \$, comparativement aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de 3,3 millions \$ pour la période correspondante de 2010. Cette augmentation est principalement imputable à la diminution des ventes et à l'augmentation de la perte nette au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011.

Pendant le trimestre clos le 30 septembre 2011, la société a affecté 2,8 millions \$ aux activités d'investissement, une baisse par rapport à 6,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2010, attribuable essentiellement à l'achèvement de la construction du centre de fabrication de vaccins.

Pour les trimestres clos les 30 septembre 2011 et 2010, les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont élevés respectivement à 0,9 million \$ et 5,1 millions \$. Cette baisse découle surtout de l'expiration de certains programmes d'aide gouvernementale liée au développement de *Urocidin*^{MC} et de *Econiche*^{MC}, et à l'achèvement de la construction du centre de fabrication de vaccins.

RENDEMENT SECTORIEL

Les informations financières sectorielles présentent une analyse des activités de la société selon ses secteurs d'activité :

Division de la santé humaine

Au cours du trimestre clos en septembre 2011, des efforts importants ont été déployés par la société pour trouver et évaluer de nouvelles indications pour la technologie du complexe ADN de la paroi cellulaire mycobactérienne («MCC»), et la société continuera de soutenir d'autres essais cliniques et le développement de *Urocidin*^{MC} en partenariat avec Endo pendant encore plusieurs années. Endo a effectivement assumé la responsabilité de tous les coûts de développement clinique externes relatifs à *Urocidin*^{MC}.

La société a comptabilisé des produits tirés de la collaboration de recherche s'élevant à 0,7 million \$ et à 0,8 million \$ pour les trimestres clos les 30 septembre 2011 et 2010.

Les frais de recherche et de développement nets pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 ont totalisé 2,6 millions \$, comparativement à 3,0 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, compte tenu de l'aide gouvernementale. Le recul global de 0,4 million \$ est principalement attribuable à l'achèvement des travaux précliniques en date du 30 juin 2011.

Division de la santé animale

Les ventes de produits de la division de la santé animale pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 se sont établies à 6,1 millions \$ comparativement à 6,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2011. La diminution de 0,6 million \$ des produits des activités ordinaires a trait à une sécheresse touchant les ventes de produits de reproduction du bétail dans le sud des États-Unis, ainsi qu'aux retards dans le calendrier de certaines ventes qui doivent être réalisées au cours des prochains trimestres. La diminution des ventes a été en partie compensée par les profits sur les ventes réalisées en Australie et au Canada.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, les frais de recherche et de développement nets ont totalisé 1,4 million \$, par rapport à 0,9 million \$ pour la période correspondante de l'exercice 2011. Cet écart s'explique par le fait que la société a investi des montants plus importants pour achever certains de ses projets de recherche et de développement qui étaient à un stade avancé.

Division de la salubrité des aliments

La société poursuit ses démarches de commercialisation et reçoit un bon soutien, particulièrement dans les provinces canadiennes d'Ontario et de Québec.

La société a achevé la construction d'un centre de fabrication de vaccins à Belleville, en Ontario, pour permettre la production à grande échelle de *Econiche*^{MC} et d'autres vaccins destinés à la salubrité des aliments et à la santé animale. L'étape de la mise en service et de la validation de l'installation est en cours.

Le financement du centre de fabrication de vaccins provient en partie du programme Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe du ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario, qui contribue pour un montant de 10,0 millions \$ sous la forme d'un prêt fondé sur un pourcentage des dépenses admissibles engagées. Au 30 septembre 2011, la totalité du montant de

10,0 millions \$ octroyé en vertu de ce programme avait été reçue (6,6 millions \$ en septembre 2010). Le programme Agri-débouchés du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada a pour sa part contribué pour un montant de 5,0 millions \$ sous la forme d'un prêt fondé sur un pourcentage des dépenses admissibles engagées. Au 30 septembre 2011, la totalité du montant de 5,0 millions \$ octroyé en vertu de ce programme avait été reçue (2,2 millions \$ en septembre 2010). L'OTI d'Industrie Canada fournit un financement de 5,0 millions \$ sous la forme d'un prêt remboursable. Un montant additionnel de 5,0 millions \$ a été obtenu sous la forme d'un prêt de la Banque de développement du Canada. Toutefois, la société n'a pas encore reçu le solde de 2,75 millions \$. La société a engagé les dépenses admissibles nécessaires et prévoit recevoir ce montant à court terme.

Transactions entre parties liées

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011, un montant totalisant 26 000 \$ a été versé aux administrateurs pour les services de consultation rendus, par rapport à 28 000 \$ au cours de la période correspondante close le 30 septembre 2010.

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2011, la société a consenti des prêts à des dirigeants totalisant 347 000 \$, pour l'achat d'actions, tous les prêts étant remboursables sur une période de cinq ans à un taux d'intérêt de 2 %. Ces prêts ont été comptabilisés à leur valeur d'échange. Au 30 septembre 2011, le solde de l'emprunt était de 280 000 \$, dont la partie courante de 85 000 \$ est comprise dans les débiteurs, et la partie non courante de 195 000 \$, dans les débiteurs non courants.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

À ce jour, la société n'a entretenu aucune relation avec des entités non consolidées ou des partenaires financiers, comme des entités de financement structuré ou des entités *ad hoc*, qui sont créées dans le but de conclure des arrangements hors bilan ou à d'autres fins spécifiques ou limitées. À l'exception des contrats de location simple de la société et des autres engagements figurant aux présentes, la société ne compte pas d'opérations hors bilan.

La société n'émet pas de garanties visées par les normes IFRS applicables.

ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

Au 12 décembre 2011, le nombre d'actions ordinaires en circulation de la société totalisait 102 749 670. En outre, la société comptait 300 000 bons de souscription et 5 704 775 options en cours, échangeables à l'exercice contre une action ordinaire. Après dilution, le nombre équivalent d'actions ordinaires en circulation s'élèverait à 108 754 445.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* («Règlement 52-109»), la société est tenue d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de son information financière, conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés de la société ont été établis conformément aux PCGR du Canada. En raison des limites inhérentes à tout système de contrôle, le contrôle interne à l'égard de l'information financière pourrait ne pas permettre de prévenir ou de détecter toutes les inexactitudes importantes. De même, toute conclusion quant à l'efficacité future d'un système de contrôle interne est assujettie à des risques, puisque le système pourrait être ou devenir inapproprié pour de nombreuses raisons, y compris en raison de l'évolution des conditions d'affaires, de changements au sein de l'effectif ou encore de l'incidence d'autres risques et incertitudes subsistant à l'égard du contrôle interne.

La direction a utilisé le cadre conceptuel du Committee of Sponsoring Organizations («COSO») de la Commission Treadway pour évaluer l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

Le président du conseil d'administration et président et chef de la direction ainsi que le chef des finances, de concert avec la direction, ont achevé la documentation et l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2011. L'évaluation comprenait des activités liées à la documentation, des demandes de renseignements auprès de la direction et d'autres examens que la direction a jugés appropriés du fait de la taille et de l'ampleur des activités de la société.

La société prévoit poursuivre son évaluation et apporter les changements nécessaires à ses politiques et procédures de contrôle interne à l'égard de l'information financière, notamment à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques.

D'après l'examen et l'évaluation susmentionnés, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société sont efficaces pour assurer que les éléments importants qui se rapportent à la société sont portés à leur attention, et que les contrôles internes à l'égard du processus d'information financière ne présentent aucune faiblesse importante.

RISQUES ET INCERTITUDES

Approche de gestion des risques

Les activités commerciales de la société l'exposent à un large éventail de risques. Le but de la société est de gérer ces risques de sorte qu'elle soit raisonnablement protégée contre un niveau inacceptable de risque lié au résultat ou de risque financier, tout en favorisant l'expansion commerciale au moyen des activités de commercialisation. La société a mis sur pied une structure de surveillance de la gestion des risques et une structure hiérarchique interne permettant de suivre et de gérer les risques propres à ses activités commerciales, aux marchés dans lesquels elle est présente, et aux contextes et structures réglementaires et politiques dans lesquels elle évolue à l'échelle internationale.

Les processus de gestion des risques de la société prévoient notamment la surveillance de ses principaux risques de la façon suivante :

Le *conseil d'administration* s'occupe de la responsabilité de gérance de la société, examine et établit les politiques et procédures, et reçoit des rapports de gestion trimestriels exhaustifs décrivant l'évolution et l'état de toutes les activités cruciales et des risques connexes. Le conseil d'administration tâche également de comprendre les risques importants de la société et oriente la direction dans la résolution des risques qu'il estime nuisibles pour la société et pour la création d'une valeur pour les actionnaires.

Le *comité d'audit*, constitué par le conseil d'administration, aide ce dernier à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance portant sur l'intégrité des états financiers de la société et le processus de présentation de l'information financière, les systèmes de comptabilité interne et de contrôles financiers, les compétences des auditeurs externes, la durée et les modalités des nominations, notamment la rémunération, l'indépendance, le rendement, les rapports et les programmes juridiques et de respect des risques établis par la direction et le conseil d'administration.

Contrôles destinés à réduire, à contrôler et à gérer les risques

Les contrôles des risques de la société comportent plusieurs éléments importants :

Engagement à l'égard des valeurs

Chaque culture d'entreprise est unique en son genre. La société s'efforce d'encourager les convictions et les actions qui sont en harmonie avec celles des parties prenantes et de la collectivité dans son ensemble, et respectent celles-ci. Pour ce faire, la société investit dans les collectivités où ses employés vivent et travaillent, se concentre sur le caractère durable des opérations et de la croissance, sans compromis sur le

plan de la sécurité, et assume ses responsabilités auprès des nombreux groupes et personnes avec lesquels elle interagit. Les activités de la société et son approche commerciale sont conformes à son code de conduite et à ses politiques en matière d'éthique.

Politiques

La société s'est dotée d'un ensemble de conventions générales visant à réduire les risques importants. Ces conventions établissent les pouvoirs délégués et les limites au titre des transactions commerciales et instituent un processus d'approbation en toute connaissance de cause. La société procède périodiquement à des examens et à des vérifications afin de s'assurer de la conformité à ces conventions.

Présentation de l'information

La société fournit des rapports d'étape trimestriels ainsi que des descriptions des risques courus aux décideurs clés, dont le conseil d'administration et la haute direction. Parmi les informations présentées, on retrouve une analyse des risques émergents, l'exposition aux risques existants, les activités déployées pour gérer ces risques et le plan d'action adopté ou recommandé afin de réduire le niveau de risque actuel. Ces rapports trimestriels permettent une gestion et un contrôle efficaces des risques en temps opportun.

Système de dénonciation

Tout administrateur, dirigeant ou employé qui désire faire part de ses préoccupations ou déposer une plainte au sujet de questions de comptabilité, de contrôle interne ou d'audit, d'une infraction possible aux dispositions juridiques ou réglementaires, d'un comportement contraire à la loi ou au code de déontologie peut le faire de façon confidentielle en vertu du code d'éthique et de conduite des affaires, en utilisant le portail de Bioniche conformément à la politique de la société sur la communication d'une activité illégale. Les préoccupations ou les plaintes sont acheminées de façon confidentielle à l'administrateur responsable du conseil d'administration ainsi qu'au représentant désigné du service du contentieux de la société.

Les actionnaires et les personnes qui n'ont pas accès au portail de Bioniche peuvent soumettre leurs préoccupations ou plaintes par écrit, en indiquant sur l'enveloppe la mention «confidentiel» et en déposant celle-ci dans la boîte aux lettres du service du contentieux ou en la faisant parvenir par la poste à l'attention de l'administrateur responsable du comité de gouvernance d'entreprise et de mise en candidature de la société. L'enveloppe sera remise scellée à l'administrateur responsable aux fins d'examen. Conjointement avec le représentant du service du contentieux, il mènera une enquête avec la participation du comité d'audit et des services internes de la société, s'il y a lieu. L'enquête se déroulera conformément aux procédures d'examen établies. Lorsque des mesures seront jugées justifiées, elles seront prises pour résoudre la situation.

Sommaire des risques et des incertitudes

Avant de décider d'investir dans des actions ordinaires de la société, les investisseurs doivent examiner avec soin les facteurs de risque suivants, de même que les autres renseignements qui sont inclus dans le présent rapport ainsi que dans le rapport annuel de la société pour l'exercice clos le 30 juin 2011 ou qui y sont intégrés par renvoi. Les risques présentés dans le rapport annuel n'ont pas changé. Les principaux risques qui peuvent se répercuter sur la société au cours du présent exercice sont résumés ci-après. Si l'un de ces risques ou l'une de ces incertitudes devait se matérialiser, les activités, la situation financière, les perspectives ou les résultats opérationnels de la société en seraient probablement touchés.

Si l'un des facteurs de risque suivants se matérialisait, il pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la société, ses résultats opérationnels ou sa situation financière.

- La société prévoit continuer à subir des pertes en raison de ses travaux de recherche continus. Il est difficile d'estimer le calendrier et les coûts futurs de ses programmes de recherche et de développement ainsi que le moment de la réception des produits prévus à l'atteinte des jalons.
- La société pourrait être incapable d'atteindre certains jalons liés au partenariat externe, ce qui mettrait un frein à l'expansion future de ses activités et aurait une incidence négative sur le cours de ses actions.

- Si la société ne parvient pas à mobiliser des capitaux additionnels selon des modalités acceptables, elle pourrait devoir reporter le développement de sa gamme de produits, ou l'interrompre, ou être incapable d'obtenir les approbations des organismes de réglementation ou encore de commercialiser ses produits candidats.
- La société est indirectement assujettie à une réglementation en matière de prix dans certains pays, ce qui pourrait avoir une incidence sur sa marge brute.
- À l'heure actuelle, la société ne possède pas de capacité de fabrication de secours pour certains de ses principaux produits.
- La perte d'un fournisseur clé de certaines matières premières pourrait avoir une incidence néfaste importante sur les activités de la société et sa situation financière.
- Il est possible que la société n'atteigne pas ses objectifs de développement projetés conformément à l'échéancier annoncé et établi.
- Des changements technologiques rapides pourraient rendre les produits de la société obsolètes.
- La société fait face à des incertitudes relativement aux approbations des organismes de réglementation qui pourraient entraîner des retards dans la mise en marché des produits dans certaines régions.
- Même si la société obtient l'approbation de mise en marché, ses produits devront faire l'objet d'examen continus de la part des organismes de réglementation.
- Les produits de la société, s'ils sont approuvés, pourraient ne pas être acceptés sur le marché.
- Le développement de thérapeutiques peut s'avérer coûteux et exige des années d'activités de recherche et de développement.
- Si la société n'arrive pas à protéger ses droits à l'égard de sa propriété intellectuelle, ses concurrents pourraient développer et commercialiser des produits possédant des caractéristiques semblables aux siens, ce qui réduirait la demande à l'égard de ses produits, et l'efficacité de la mise en marché des produits pourrait s'en trouver diminuée.
- La société pourrait être partie prenante à des actions en justice concernant des collaborations ou la protection ou le respect de ses brevets qui pourraient être coûteuses tant en argent qu'en temps.
- Si les fabricants externes ne consacrent pas suffisamment de temps et de ressources aux produits de la société, ou si leur rendement n'est pas conforme aux normes, les essais cliniques et le lancement des produits pourraient être retardés, ce qui ferait augmenter les coûts.
- La société pourrait ne pas être en mesure de fabriquer ses produits à l'échelle commerciale, ce qui l'empêcherait de commercialiser ceux-ci.
- La société pourrait ne pas être en mesure d'atteindre ses objectifs.
- La société exerce ses activités opérationnelles à l'échelle internationale, ce qui l'expose à un risque commercial accru.
- La société pourrait subir des pertes par suite de fluctuations des devises.
- La société s'expose à un risque lié à des réclamations en responsabilité à l'égard d'un produit, pour lesquelles elle pourrait ne pas avoir de couverture d'assurance suffisante ni être capable d'en obtenir une.
- Certains des produits de la société peuvent nécessiter l'utilisation de matières dangereuses, et, par conséquent, la société s'expose à de possibles réclamations en responsabilité et aux coûts associés au respect des lois régissant les déchets dangereux.
- Toute vente future d'actions ordinaires par la société ou ses prêteurs ou actionnaires actuels pourrait entraîner la chute du cours des actions de la société.
- La société n'a jamais versé de dividendes sur ses actions ordinaires et ne prévoit pas verser de dividendes en espèces dans un avenir prévisible.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LA SOCIÉTÉ

Des informations supplémentaires sur la société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur www.ASX.com.au.

A handwritten signature in black ink that reads "Brian D. Ford". The signature is written in a cursive style with a large, prominent 'B' and 'F'.

Brian D. Ford, CA,
Chef des finances
Décembre 2011

Bioniche Life Sciences Inc.

Issue d'une fusion en vertu des lois de l'Ontario

**ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS***[non audité]*

<i>Aux</i> <i>[non audité]</i> <i>[en milliers de dollars canadiens]</i>		30 septembre 2011 \$	30 juin 2011 \$	1^{er} juillet 2010 \$
	<i>Notes</i>		<i>[note 18]</i>	<i>[note 18]</i>
ACTIF				
Courant				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		9 579	15 353	11 070
Autres actifs financiers courants		1 473	1 493	—
Créances clients et autres débiteurs		5 537	6 460	8 601
Impôts sur le résultat à recevoir		349	254	63
Stocks	5	9 138	8 523	6 582
Paievements anticipés		966	1 067	788
		27 042	33 150	27 104
Non courant				
Immobilisations corporelles	6	39 102	37 582	25 330
Immobilisations incorporelles		6 066	6 306	6 500
Goodwill		456	456	456
Autres débiteurs non courants		1 772	1 756	1 156
Actifs d'impôts différés	13	912	540	494
Total de l'actif		75 350	79 790	61 040
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Courant				
Fournisseurs et autres créditeurs		6 559	8 520	9 716
Partie courante de la dette à long terme et obligations en vertu de contrats de location-financement		842	700	256
Partie courante de l'aide gouvernementale remboursable	7	1 075	1 049	960
		8 476	10 269	10 932
Non courant				
Dette à long terme		2 050	2 171	1 341
Obligations en vertu de contrats de location- financement		703	546	1 184
Aide gouvernementale remboursable	7	28 727	27 456	21 889
Passif au titre des avantages du personnel		2 035	2 012	—
Incitatifs gouvernementaux différés		—	—	2 382
		41 991	42 454	37 728
Capitaux propres				
Capital social	9	125 678	125 630	96 677
Autre capital d'apport		8 990	8 771	8 813
Déficit		(100 402)	(95 891)	(82 094)
Écarts de conversion des monnaies étrangères		(907)	(1 174)	(84)
Total des capitaux propres		33 359	37 336	23 312
Total du passif et des capitaux propres		75 350	79 790	61 040

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil,

Rod Budd
AdministrateurGraeme McRae
Administrateur

Bioniche Life Sciences Inc.

Issue d'une fusion en vertu des lois de l'Ontario

**ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS***[non audité]*

<i>[non audité]</i> <i>[en milliers de dollars canadiens]</i>	Actions ordinaires \$	Actions privilégiées Série I \$	Actions privilégiées Série II \$	Autre capital d'apport \$	Déficit \$	Écarts de conversion des monnaies étrangères \$	Total \$
Solde au 1^{er} juillet 2010							
<i>[note 18]</i>	87 717	161	8 799	8 813	(82 094)	(84)	23 312
Résultat net de la période	—	—	—	—	(2 632)	—	(2 632)
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	—	—	—	—	—	(712)	(712)
Émises en vertu du régime d'actionnariat des employés	191	—	—	—	—	—	191
Options émises à un conseiller	—	—	—	1	—	—	1
Juste valeur des options sur actions dont les droits sont acquis	—	—	—	85	—	—	85
Options exercées	168	—	—	(41)	—	—	127
Rachat d'actions	(156)	—	—	—	(17)	—	(173)
Solde au 30 septembre 2010							
<i>[note 18]</i>	87 920	161	8 799	8 858	(84 743)	(796)	20 199
Solde au 1^{er} juillet 2011							
<i>[note 18]</i>	125 469	161	—	8 771	(95 891)	(1 174)	37 336
Résultat net de la période	—	—	—	—	(4 511)	—	(4 511)
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	—	—	—	—	—	267	267
Émises en vertu du régime d'actionnariat des employés	209	—	—	—	—	—	209
Juste valeur des options sur actions dont les droits sont acquis	—	—	—	213	—	—	213
Rachat d'actions	—	(161)	—	5	—	—	(156)
Options émises à un conseiller	—	—	—	1	—	—	1
Solde au 30 septembre 2011							
	125 678	—	—	8 990	(100 402)	(907)	33 359

Voir les notes ci-jointes.

Bioniche Life Sciences Inc.

Issue d'une fusion en vertu des lois de l'Ontario

**COMPTES DE RÉSULTAT ET ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS***[non audité]*

Pour les trimestres clos les 30 septembre

*[non audité]**[en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions
et les montants par action]*

	Notes	2011 \$	2010 \$
<i>[note 18]</i>			
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Ventes		6 123	6 692
Collaborations de recherche		693	790
		6 816	7 482
CHARGES			
Coût des ventes	5	3 073	3 265
Frais d'administration		2 489	1 980
Frais de commercialisation et de vente		1 771	1 577
Frais financiers	16	227	248
Profit de change		(433)	(980)
		7 127	6 090
Résultat avant les frais de recherche et de développement et les impôts sur le résultat		(311)	1 392
Frais de recherche et de développement, montant brut		4 820	4 742
Moins : aide gouvernementale	7	(199)	(504)
Résultat avant impôts sur le résultat		(4 932)	(2 846)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	13	(421)	(214)
Net loss for the period		(4,511)	(2,632)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger		267	(712)
Total du résultat global pour la période		(4 244)	(3 344)
Résultat net par action, de base et dilué		(0,04)	(0,04)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		102 274 109	73 036 406

Voir les notes ci-jointes.

Bioniche Life Sciences Inc.

Issue d'une fusion en vertu des lois de l'Ontario

**TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS***[non audité]*

Pour les trimestres clos les 30 septembre <i>[non audité]</i> <i>[en milliers de dollars canadiens]</i>	2011 \$	2010 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		<i>[note 18]</i>
Résultat net de la période	(4 511)	(2 632)
Éléments sans effet de trésorerie et autres éléments de rapprochement :		
Amortissement des immobilisations corporelles	355	318
Amortissement des immobilisations incorporelles	243	199
Perte latente (profit latent) de change	(99)	(1,323)
Intérêts courus sur les créances escomptées et prêts sans intérêt	217	225
Charge de rémunération fondée sur des actions	214	85
Régime d'actionnariat des employés	208	194
Avantages du personnel futurs	23	–
Perte latente sur les autres actifs financiers courants	20	–
Aide gouvernementale réputée	(7)	(15)
Amortissement des incitatifs gouvernementaux différés	–	(289)
Impôts sur le résultat différés	(361)	(214)
Autres	1	1
	(3 697)	(3 451)
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement	(237)	103
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(3 934)	(3 348)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 766)	(6 414)
Produit tiré du règlement d'autres débiteurs non courants	–	100
Produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles	2	–
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3)	(173)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 767)	(6 487)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Produit tiré de l'aide gouvernementale	1 230	4 870
Produit tiré des incitatifs gouvernementaux différés	–	350
Produit tiré de l'exercice d'options sur actions	–	127
Rachat d'actions	(156)	(173)
Remboursement d'obligations en vertu de contrats de location-financement	(118)	(55)
Remboursement de la dette à long terme	(29)	(9)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	927	5 110
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(5 774)	(4 725)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	15 353	11 070
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	9 579	6 345

Voir les notes ci-jointes.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

1. NATURE DE L'ENTREPRISE

Nature de l'entreprise

Bioniche Life Sciences Inc. [la «société»] est une société biopharmaceutique canadienne qui se spécialise dans la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de produits et de technologies destinés aux marchés mondiaux de la santé humaine et animale. Les actions ordinaires de la société se négocient à la Bourse de Toronto [«TSX» : «BNC»] et à la Bourse d'Australie [«ASX» : «BNC»].

Établie à Belleville, en Ontario, la société compte des bureaux et des installations de fabrication au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Australie.

La société comporte trois unités d'exploitation : **santé humaine**, **santé animale** et **salubrité des aliments**.

- **L'unité d'exploitation santé humaine** s'occupe de la recherche, de la découverte et du développement clinique de produits destinés à la santé humaine. Ses produits tirés des activités ordinaires proviennent des ventes de produits brevetés, des redevances et des contrats de licence.
- **L'unité d'exploitation santé animale** s'occupe de la recherche, du développement, de la fabrication et de la commercialisation de produits de santé animale à l'échelle internationale. Fondée en 1979, Bioniche Animal Health développe, entre autres activités, des technologies afin de remplacer les antibiotiques destinés au bétail. La division de la santé animale exerce ses activités au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Australie.
- **L'unité d'exploitation salubrité des aliments** s'occupe de la recherche, du développement, de la fabrication et de la commercialisation de produits biopharmaceutiques destinés à la santé animale afin de prévenir la maladie chez les humains et d'améliorer la salubrité des approvisionnements en aliments et en eau dans le monde. La principale initiative actuelle de la division consiste à développer et à mettre en marché un vaccin pour les bovins qui permettra de réduire la dissémination de la bactérie *E. coli* O157:H7.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation et déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été préparés conformément à la norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire* [«IAS 34»]. Il s'agit des premiers états financiers consolidés intermédiaires pour une partie de la période visée par les premiers états financiers annuels de la société préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [«IFRS»]. La société a adopté les IFRS conformément à la IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* [«IFRS 1»]. La date de transition aux IFRS était le 1^{er} juillet 2010 [«date de transition»]. Une explication des répercussions de la transition aux IFRS sur l'état de la situation financière consolidé, le rendement financier et les flux de trésorerie de la société est fournie à la note 18 des présents états financiers consolidés intermédiaires. Dans les présents états financiers consolidés, les chiffres comparatifs de l'exercice 2011 ont été retraités pour tenir compte de ces modifications.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

Les principales méthodes comptables sont présentées ci-après et doivent être lues en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de la société au 30 juin 2011 préparés selon le référentiel comptable antérieur du Canada, et le lecteur doit tenir compte des informations à fournir par suite de la transition aux IFRS comprises à la note 18 des présents états financiers consolidés intermédiaires. Comme ces états financiers consolidés intermédiaires non audités sont les premiers que la société prépare selon les IFRS, ils comprennent certaines informations annuelles. La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 12 décembre 2011.

Les états financiers consolidés ont été préparés selon le modèle du coût historique, sauf lorsqu'une autre base d'évaluation est indiquée pour d'autres actifs financiers.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société et de ses filiales au 30 septembre 2011. Les états financiers consolidés reflètent la situation financière et les résultats opérationnels consolidés de la société et de ses filiales actives, comme suit :

Filiale	Territoire de constitution	Participation (%)
Bioniche Animal Health Canada Inc.	Ontario	100 %
Bioniche Animal Health USA, Inc.	États-Unis	100 %
Bioniche Animal Health (Europe) Ltd.	Irlande	100 %
Bioniche Animal Health (A/Asia) Pty. Ltd.	Australie	100 %
Bioniche Urology Inc.	États-Unis	100 %

Filiales

Les filiales sont des entités sur lesquelles la société exerce un contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles pour tirer des avantages de l'exercice des activités. Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date d'acquisition, soit la date à laquelle la société obtient le contrôle, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date où ce contrôle cesse. Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle de la société mère, à l'aide de méthodes comptables uniformes. Tous les soldes, opérations, profits et pertes latents résultant de transactions et de dividendes intragroupes sont entièrement éliminés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements à court terme très liquides ayant des échéances inférieures à trois mois à partir de la date d'acquisition. Ces placements sont facilement convertibles en tout temps en des montants connus de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon notable. En raison de la nature liquide de ces actifs financiers, la société a choisi de les classer comme étant détenus à des fins de transaction, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux comptes de résultat et états du résultat global consolidés.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

Autres actifs financiers courants

Les autres actifs financiers courants se composent d'un fonds obligataire à taux flottant se négociant à la Bourse de Toronto. En raison de la nature liquide de ces placements, la société a choisi de les classer comme étant détenus à des fins de transaction, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux comptes de résultat et états du résultat global consolidés.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, si celle-ci est moins élevée, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût tient compte des matières premières et de la main-d'œuvre directes et de l'imputation des coûts indirects. La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif des stocks dans le cours normal des affaires, moins les coûts estimés pour l'achèvement et les frais de vente nécessaires.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'aide gouvernementale, du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. Ce coût comprend le coût de remplacement d'une partie des immobilisations corporelles et les coûts d'emprunt pour des projets de construction à long terme si les critères de comptabilisation sont respectés. Les actifs acquis dans le cadre de contrats de location-financement sont comptabilisés au coût, soit à la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles au titre du contrat de location, déduction faite des frais accessoires.

Lorsque des parties importantes d'une immobilisation corporelle doivent être remplacées périodiquement, la société comptabilise ces parties à titre d'actifs individuels avec leur propre durée d'utilité et leur amortissement.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé au moyen des méthodes et des taux suivants :

Bâtiments	Amortissement linéaire sur une période de 7 à 40 ans
Bâtiment aux termes d'un contrat de location-financement	Amortissement linéaire sur la durée du bail
Matériel	Amortissement dégressif (20 %)
Matériel aux termes d'un contrat de location-financement	Amortissement dégressif (20 %)
Matériel informatique	Amortissement linéaire sur 5 ans
Automobiles	Amortissement linéaire sur 5 ans
Automobiles aux termes d'un contrat de location-financement	Amortissement linéaire sur 5 ans
Améliorations locatives	Amortissement linéaire sur la durée du bail

Les immobilisations en cours comprennent les coûts de construction et d'ingénierie. Aucun amortissement n'est comptabilisé avant que les travaux de construction soient pratiquement achevés et que les immobilisations soient prêtes à être utilisées.

Un élément d'une immobilisation corporelle et toute partie importante initialement comptabilisés sont décomptabilisés à leur cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur cession. Tout profit ou perte découlant de la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net tiré de la cession et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans le compte de résultat consolidé lorsque l'actif est décomptabilisé.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

Les valeurs résiduelles, les vies utiles et les méthodes d'amortissement des actifs sont revues à la fin de chaque exercice et sont ajustées de manière prospective, s'il y a lieu.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement liés à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui nécessite une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu sont capitalisés dans le coût de l'actif en question. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les coûts d'emprunt comprennent les intérêts que la société paie sur les emprunts de fonds.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentent les coûts des technologies, les brevets et les marques de commerce, les accords de non-concurrence et les coûts liés à l'acquisition de licences. Les immobilisations incorporelles comprennent également les logiciels ne faisant pas partie intégrante du matériel ou de l'outillage connexe.

Elles sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé sur la durée d'utilité estimative de l'actif, comme il est indiqué ci-dessous. Les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation chaque date de clôture s'il y a des signes de dépréciation.

Technologie	sur 20 ans
Brevets et marques de commerce	sur la durée de vie résiduelle du brevet
Contrats de licence	sur une période d'au plus cinq ans
Accord de non-concurrence	sur dix ans
Logiciels	sur cinq ans

Les méthodes d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées de vie utile sont revues à la fin de chaque exercice et sont ajustées de manière prospective, s'il y a lieu. Si un contrat de licence est résilié, les coûts non amortis liés à ce contrat sont comptabilisés en résultat. Tous les coûts liés au développement des brevets et des marques de commerce générés en interne sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Les frais de recherche, qui comprennent une quote-part des frais d'administration, sont comptabilisés en résultat à mesure qu'ils sont engagés, déduction faite des incitatifs gouvernementaux et des crédits d'impôt gagnés. Les frais de développement sont passés en charges au cours de la période pendant laquelle les dépenses sont effectuées, à moins qu'un projet de développement respecte les critères de capitalisation et d'amortissement. La société n'a pas différé de frais de développement à ce jour.

Dépréciation des actifs non financiers

Chaque date de clôture, la société détermine s'il y a des signes de dépréciation des actifs non financiers. En présence de tels signes, ou lorsqu'un actif doit être soumis à un test de dépréciation annuel, la société estime le montant recouvrable de l'actif.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

Dans certaines circonstances, il est impossible de déterminer les flux de trésorerie générés par un actif. En pareil cas, le test de dépréciation est effectué pour une unité génératrice de trésorerie («UGT»), soit le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie en grande partie indépendantes de celles d'autres actifs ou groupes d'actifs. Le test de dépréciation est effectué de la même manière que pour un actif individuel, et toute perte de valeur est imputée aux actifs sous-jacents, au prorata.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur ou à celle de l'UGT, diminuée des coûts de vente, ou à sa valeur d'utilité, selon la plus élevée des deux, et est établie pour un actif individuel, à moins que ce dernier ne génère pas d'entrées de trésorerie qui sont en grande partie indépendantes de celles d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT dépasse sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme ayant subi une perte de valeur et est déprécié à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont ramenés à leur valeur actualisée à l'aide d'un taux d'actualisation avant impôts et taxes qui reflète les évaluations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour établir la juste valeur moins les coûts de vente, les transactions récentes sur le marché sont prises en compte, le cas échéant. Si aucune transaction n'est relevée, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Ces calculs sont corroborés par les multiples d'évaluation, les prix cotés pour les filiales ouvertes ou les autres indicateurs de la juste valeur disponibles.

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation au cours d'une période intermédiaire s'il y a des signes de dépréciation. La dépréciation est comptabilisée en résultat net au cours de la période où elle survient.

Pour les actifs excluant le goodwill, une évaluation est effectuée chaque date de clôture afin de relever si une perte de valeur comptabilisée antérieurement n'existe plus ou a diminué. En pareil cas, la société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement fait l'objet d'une reprise seulement si les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. La reprise est limitée de sorte que la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas sa valeur recouvrable, ni n'excède la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans le compte de résultat.

Goodwill

Le goodwill correspond à l'excédent du coût d'une acquisition, y compris la meilleure estimation par la société de la juste valeur de la contrepartie éventuelle, sur la juste valeur de la part de la société des actifs identifiables nets de la filiale acquise à la date d'acquisition. Le goodwill, comptabilisé séparément, fait l'objet d'un test de dépréciation annuel au 30 juin; il est inscrit au coût, moins le cumul des pertes de valeur. Les profits et les pertes réalisés à la cession d'une entité tiennent compte de la valeur comptable du goodwill lié à l'entité vendue. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est attribué aux UGT ou groupes d'UGT en fonction de leur niveau de surveillance par la direction, qui ne doit pas dépasser le niveau d'un secteur opérationnel. Le goodwill est attribué aux UGT ou groupes d'UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance au goodwill.

Si le goodwill fait partie d'une UGT et qu'une partie de l'activité au sein de cette unité est cédée, le goodwill lié à l'activité cédée est inclus dans la valeur comptable des activités lors du calcul du profit ou de la perte sur cession de l'activité. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'activité cédée et de la portion de l'UGT conservée.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires tirés des produits offerts sont comptabilisés lorsque les produits sont expédiés aux clients de la société, pourvu que la société n'ait pas conservé de risques importants liés à la propriété ou des obligations futures se rapportant aux produits expédiés, que les prix soient fixés ou puissent l'être et que le recouvrement soit raisonnablement assuré.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les ententes de collaboration en recherche et développement et les contrats de licence à éléments multiples sont revus afin de déterminer si ces éléments peuvent être divisés en unités de comptabilisation distinctes, si certains critères sont respectés. Si ces éléments peuvent être divisés, la contrepartie reçue est répartie entre les unités de comptabilisation distinctes en fonction de leur juste valeur respective, et la méthode de comptabilisation des produits qui convient est appliquée à chaque unité distincte. Autrement, la méthode de comptabilisation des produits des activités ordinaires qui convient est appliquée aux éléments regroupés comme s'il s'agissait d'une seule unité de comptabilisation.

Octroi de licences – Pour les paiements initiaux non remboursables liés à l'octroi de licences reçus par la société, les produits sont différés et comptabilisés de manière linéaire pendant la période au cours de laquelle la société conserve des obligations contractuelles importantes. Pour toute partie d'un paiement initial lié à l'octroi de licences qui est assujettie à une disposition de remboursement, les produits sont différés. Lorsque la disposition de remboursement échoit, les produits sont constatés de manière linéaire aussi longtemps que la société est liée par des obligations contractuelles importantes. Les paiements à l'atteinte de jalons sont immédiatement constatés à titre de produits tirés de l'octroi de licences lorsque la condition sous-jacente est satisfaite, qu'il n'existe pas d'autre obligation relativement à ce jalon et que la recouvrabilité est raisonnablement assurée. Les montants reçus avant que les produits soient comptabilisés sont inclus dans les produits différés.

Collaborations de recherche – La société comptabilise les produits découlant des ententes de recherche au fur et à mesure que les services contractuels sont rendus selon les conditions particulières de chaque entente.

Aide gouvernementale

Des contributions ont été reçues d'Industrie Canada dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada [«PTC»], maintenant l'Office des technologies industrielles [«OTI»]. Les accords avec le gouvernement concernant les montants remboursables sont comptabilisés dans les passifs non courants. L'obligation de rembourser des redevances et d'autres sommes en vertu de ces accords est comptabilisée lorsque la contribution est reçue et est estimée en fonction de projections. L'évaluation initiale de l'obligation de rembourser l'aide gouvernementale est actualisée au moyen des taux d'intérêt alors en vigueur sur le marché pour un instrument semblable (en ce qui concerne la devise, la durée, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une note de crédit similaire. L'écart entre les contributions gouvernementales et la valeur actualisée des remboursements futurs est comptabilisé comme une contribution gouvernementale qui est inscrite à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses capitalisées. Toute réévaluation subséquente de ces obligations est comptabilisée en résultat.

Avantages du personnel

Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge lorsque les employés ont rendu les services leur donnant droit à ces cotisations.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]*

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

Le passif au titre des prestations constituées comptabilisé à l'état de la situation financière représente la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations. Le coût de ce régime à prestations définies a été établi par un actuair indépendant au moyen de la méthode de répartition des prestations, qui comprend les meilleures estimations de la direction quant à l'indexation des salaires, l'âge de la retraite, l'inflation et d'autres facteurs actuariels. L'hypothèse sous-jacente relative au taux d'escompte se fonde sur les taux du marché. Les écarts actuariels sur les obligations au titre des prestations constituées proviennent des écarts entre les résultats réels et les prévisions et des modifications dans les hypothèses actuarielles utilisées pour établir les obligations au titre des prestations constituées, et sont comptabilisés immédiatement en résultat net. Les coûts des services passés sont comptabilisés immédiatement dans la mesure où les droits à prestations sont acquis. Sinon, ils sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à l'acquisition des droits à prestations.

Impôts sur le résultat

La société comptabilise les impôts sur le résultat selon la méthode axée sur le bilan. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés selon les écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et sont évalués selon les taux d'imposition pratiquement en vigueur et les lois fiscales qui seront en vigueur au moment où les écarts devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils seront réalisés. Une provision pour moins-value est constituée si on ne prévoit pas que les actifs d'impôts se réaliseront.

Rémunération et autres paiements fondés sur des actions

La société a un régime de rémunération fondée sur des actions et applique la comptabilisation à la juste valeur. La juste valeur des options sur actions attribuées est établie à la date d'évaluation appropriée à l'aide du modèle de Black et Scholes, puis est généralement passée en charges sur la période d'acquisition des droits rattachés aux options. Les attributions dont l'acquisition des droits est graduelle sont considérées comme des attributions multiples aux fins de l'évaluation à la juste valeur et du calcul de la rémunération fondée sur des actions. Pour déterminer la charge, la société déduit le nombre d'options attribuées qui devraient être frappées d'extinction à la date de l'attribution, et révisé cette estimation, si nécessaire, au cours des périodes ultérieures, si le nombre réel d'options frappées d'extinction diffère.

En ce qui concerne les transactions réglées en instruments de capitaux propres, lorsque l'acquisition de droits est subordonnée à une condition de marché ou de non-acquisition, ces transactions sont traitées comme comportant des droits acquis, que la condition de marché ou de non-acquisition soit satisfaite ou non, à condition que toutes les autres conditions de rendement ou de service soient respectées.

Conversion de devises

Les états financiers consolidés de la société sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la société mère. Chacune des entités de la société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans leurs états financiers respectifs sont évalués au moyen de cette monnaie.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

i) Transactions et soldes

Les transactions en devises sont initialement comptabilisées par les entités de la société aux taux de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont reconvertis au taux au comptant de la monnaie fonctionnelle en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts sont comptabilisés au compte de résultat. Les éléments non monétaires qui sont évalués dans une devise, selon la méthode du coût historique, sont convertis au moyen des taux de change en vigueur aux dates des transactions initiales.

ii) Établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les écarts de change découlant de la conversion sont comptabilisés dans les postes Autres éléments du résultat global et Écarts de conversion des monnaies étrangères. Lors de la sortie d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans le compte de résultat.

Actifs financiers

Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur à laquelle s'ajoutent, dans le cas des investissements qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, les coûts de transaction directement attribuables. Les actifs financiers sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, prêts et créances, placements détenus jusqu'à leur échéance, actifs financiers disponibles à la vente, ou comme dérivés désignés comme instruments de couverture dans une couverture efficace, selon le cas. La société détermine le classement de ses actifs financiers au moment de la comptabilisation initiale.

Les achats ou les ventes d'actifs financiers qui requièrent la livraison des actifs dans un délai établi par règlement ou convention dans le marché (opérations sur titres avec délai normalisé) sont comptabilisés à la date de la transaction, c'est-à-dire la date à laquelle la société s'engage à acheter ou à vendre l'actif. Les actifs financiers de la société comprennent la trésorerie et les placements à court terme, les débiteurs et les autres débiteurs non courants.

L'évaluation subséquente des actifs financiers dépend de leur classement, comme suit :

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs financiers désignés au moment de la comptabilisation initiale à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis aux fins de vente ou de rachat à court terme. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à l'état de la situation financière à leur juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les frais financiers au compte de résultat.

Au moment de la comptabilisation initiale, la société a désigné ses autres actifs financiers courants comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés dont les paiements, déterminés ou déterminables, ne sont pas cotés dans un marché actif. Après l'évaluation initiale, ces actifs financiers sont par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins la perte de valeur. Toute perte découlant d'une dépréciation est comptabilisée dans les frais financiers au compte de résultat.

Dépréciation d'actifs financiers

La société évalue chaque date de clôture s'il existe une preuve objective de dépréciation d'un actif financier ou groupe d'actifs financiers, c'est-à-dire si un ou plusieurs événements sont survenus après la comptabilisation initiale de l'actif (un «événement générateur de pertes») et ont une incidence sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers. Les dépréciations sont évaluées comme l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur et sont comptabilisées en résultat net.

Passifs financiers

Tous les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur de laquelle sont retranchés, dans le cas des autres passifs financiers, les coûts de transaction directement attribuables. Les passifs financiers sont classés comme passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, ou comme autres passifs financiers, selon le cas. La société détermine le classement de ses passifs financiers au moment de la comptabilisation initiale. Les passifs financiers de la société comprennent les fournisseurs et autres créditeurs, la dette à long terme, l'aide gouvernementale remboursable et les obligations en vertu de contrats de location-financement. L'évaluation des passifs financiers dépend de leur classement comme suit :

Autres passifs financiers

Après la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêt sont par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les passifs sont décomptabilisés ainsi que selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'escompte est compris dans les frais financiers au compte de résultat.

Décomptabilisation

Un actif ou un passif financier est décomptabilisé lorsque les droits ou obligations de recevoir ou de déboursier des flux de trésorerie liés à l'actif ou au passif ont expiré et que la société a transféré ses droits ou obligations à ce titre.

Hiérarchie des justes valeurs

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser ces évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]*

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données qui sont des prix cotés d'instruments financiers semblables sur des marchés actifs; des prix cotés sur des marchés inactifs pour des instruments identiques ou semblables; des données autres que des prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation qui sont observables pour cet instrument; et des données obtenues principalement à partir de données de marché observables ou qui sont corroborées par de telles données par corrélation ou autrement.

Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées sur des données de marché importantes non observables.

Un instrument financier doit être classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Contrats de location

L'appréciation d'un accord pour déterminer s'il est, ou contient, un contrat de location se fonde sur la substance de l'accord à la date de commencement, que l'exécution de l'accord dépende de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs spécifiques ou que l'accord confère un droit d'utiliser l'actif, même si ce droit n'est pas explicitement mentionné dans un accord.

Les contrats de location-financement transfèrent à la société la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont capitalisés au début de la période de location à la juste valeur de l'immeuble loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimums au titre de contrats de location. Les paiements au titre de la location sont répartis entre les charges de financement et la réduction du passif de location afin d'obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel du passif. Les charges de financement sont comptabilisées dans les frais financiers au compte de résultat. Un actif loué est amorti sur la durée d'utilité de l'actif. Cependant, si l'on n'a pas une certitude raisonnable que la société deviendra propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, l'actif est totalement amorti sur la plus courte de la durée d'utilité estimative de l'actif et de la durée du contrat de location.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés de manière linéaire en tant que charges opérationnelles dans le compte de résultat sur la durée du contrat de location.

Provisions

La société comptabilise des provisions lorsqu'elle a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3. PRINCIPAUX JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction pose des jugements et fasse des estimations qui influent sur les montants de l'actif et du passif, les informations à fournir sur les actifs et passifs éventuels présentés à la date des états financiers consolidés et les montants des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants constatés et l'information par voie de notes sont établis selon les meilleures estimations de la direction fondées sur des hypothèses qui reflètent la situation économique la plus probable et les plans d'action prévus. Cependant, les résultats réels pourraient être différents des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés, et ce, de manière importante.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

3. PRINCIPAUX JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES [SUITE]

Jugements

Lorsqu'elle applique les méthodes comptables de la société, la direction exerce un jugement à l'égard des éléments suivants, ce qui a une incidence très importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Produit des activités ordinaires

La société évalue les critères de comptabilisation des produits liés aux paiements initiaux et aux composantes multiples, comme il est défini dans la norme IAS 18, *Produits des activités ordinaires*. Il faut faire preuve de jugement pour établir la période au cours de laquelle la société remplira ses obligations relatives aux paiements initiaux, à quel moment les composantes pourront être comptabilisées séparément et l'attribution de la contrepartie connexe à chaque composante.

Estimations

Les hypothèses importantes qui comportent un risque élevé d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au prochain exercice se présentent comme suit :

Impôts sur le résultat

Pour estimer la charge d'impôts sur le résultat, nous tenons compte de la probabilité de recouvrer les actifs d'impôts différés en évaluant la capacité de la société à imputer les déductions fiscales futures sous-jacentes, avant leur expiration, aux bénéfices imposables futurs. L'estimation de la société se fonde sur les lois fiscales en vigueur et sur les bénéfices imposables futurs estimatifs. Si l'évaluation de la capacité de la société à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, la société sera tenue de comptabiliser plus ou moins de déductions fiscales en tant qu'actifs, ce qui aurait pour effet de diminuer ou d'augmenter la charge d'impôts sur le résultat dans la période au cours de laquelle la charge est établie. Pour plus d'information, se reporter à la note 13.

Avantages du personnel futurs

Le coût du régime de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle de l'obligation qui en découle sont établis au moyen d'évaluations actuarielles. Les évaluations actuarielles consistent à formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les augmentations de salaire futures, les taux de mortalité et les hausses des prestations futures. Toutes les hypothèses sont examinées chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses aura une incidence sur la valeur comptable de l'obligation au titre du régime de retraite. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés libellées en dollars canadiens ayant la note AA/AAA, et dont l'échéance se rapproche le plus de celle du passif au titre des prestations connexe. Le taux de mortalité est basé sur les tables de mortalité pour le Canada accessibles au public. Les hausses de salaire et des prestations futures se fondent sur les taux d'augmentation annuels prévus de la société. Les principales hypothèses actuarielles utilisées par la société pour calculer son obligation au titre des prestations constituées affichaient un taux d'actualisation moyen de 4,4 % et un taux de croissance des salaires estimatif de 3 %.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

3. PRINCIPAUX JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES [SUITE]

Rémunération fondée sur des actions

La juste valeur des paiements fondés sur des actions est estimée au moyen d'un modèle d'évaluation qui dépend des modalités de l'attribution. L'utilisation d'un modèle d'évaluation nécessite le recours à des données appropriées incluant, sans toutefois s'y limiter, la durée de vie prévue de l'option sur actions et la volatilité prévue des actions ordinaires de la société au cours de la période. Les hypothèses et le modèle utilisés pour estimer la juste valeur des paiements fondés sur des actions sont présentés à la note 9.

Dépréciation d'actifs non financiers

Le test de dépréciation dont fait l'objet le goodwill de la société est basé sur le calcul de la valeur d'utilité qui se fonde sur les flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie proviennent des prévisions avancées par la direction. Les projections des flux de trésorerie tiennent compte des résultats passés et représentent les meilleures estimations de la direction à l'égard des événements à venir. Les principales hypothèses à partir desquelles la direction a établi la valeur d'utilité comprennent les taux de croissance estimatifs, le coût moyen pondéré du capital et les taux d'imposition. Ces estimations, y compris la méthodologie utilisée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, en bout de ligne, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

Lorsque des immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation, la valeur recouvrable des actifs doit être établie à partir des estimations de la direction, ce qui peut avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, ultimement, sur le montant de la dépréciation.

La valeur recouvrable de l'UGT Animal Health North America à laquelle la totalité du goodwill est attribuée se fonde sur la valeur d'utilité. La direction estime les flux de trésorerie futurs à l'aide d'un taux de croissance de 1 % au 30 juin 2011 et au 1^{er} juillet 2010 afin d'effectuer une extrapolation au-delà de la période initiale de cinq ans. Le taux d'actualisation après impôts sur le résultat utilisé était de 20 % au 30 juin 2011 et au 1^{er} juillet 2010.

Aide gouvernementale

Pour déterminer le montant de l'aide gouvernementale remboursable, des hypothèses et des estimations sont faites relativement aux taux d'actualisation, aux produits prévus et au calendrier prévu des produits, si ces éléments sont jugés pertinents. Les projections tiennent compte des résultats passés et représentent les meilleures estimations de la direction quant aux résultats futurs. Ces estimations ainsi que la méthodologie employée à cette fin peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, ultimement, sur toute obligation remboursable liée à l'aide gouvernementale [note 7].

4. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

L'International Accounting Standards Board [«IASB»] a publié les normes suivantes qui s'appliquent à la société :

i) Avantages du personnel, IAS 19 : L'IASB a modifié la norme IAS 19 afin de tenir compte d'importants changements sur le plan de la comptabilisation et de l'évaluation de la charge du régime de retraite à prestations définies et des indemnités de cessation d'emploi en éliminant l'option de différer la comptabilisation des profits et des pertes (la méthode du corridor) et d'élargir les exigences en matière d'informations à fournir. Ces modifications prennent effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et l'adoption anticipée est permise. La société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

4. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

ii) Instruments financiers : L'IFRS 9, *Instruments financiers* («IFRS 9»), a été publiée par l'IASB et remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* («IAS 39»). L'IFRS 9 applique une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur; cette approche remplace les nombreuses règles de l'IAS 39. Elle est fondée sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers dans le cadre de son modèle d'entreprise et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. L'IFRS 9 maintient deux catégories d'évaluation pour la comptabilisation des passifs financiers : la juste valeur par le biais du résultat net et le coût amorti. Les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, tandis que tous les autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, à moins que l'option de la juste valeur ne soit retenue. Le traitement des dérivés incorporés en vertu de la nouvelle norme est conforme à celui de l'IAS 39; il s'applique aux passifs financiers et aux contrats hôtes non dérivés compris dans le champ d'application de la norme. L'IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La société évalue actuellement l'incidence de l'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés.

iii) Consolidation : L'IFRS 10 exige qu'une entité consolide une entité émettrice lorsqu'elle a des droits sur des rendements variables ou qu'elle est exposée à ceux-ci en raison de son lien avec l'entité émettrice, et qu'elle a la capacité d'influer sur ces résultats en raison de son pouvoir sur l'entité émettrice. En vertu de cette norme IFRS, la consolidation est exigée lorsqu'une entité a le pouvoir de gouverner les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de l'exercice de ses activités. L'IFRS 10 remplace la norme SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, ainsi qu'une partie de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. L'IFRS 10 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La société évalue actuellement l'incidence de l'IFRS 10 sur ses états financiers consolidés.

iv) Partenariats : L'IFRS 11 exige qu'un coentrepreneur classe sa participation dans un partenariat à titre de coentreprise. La coentreprise sera comptabilisée au moyen de la méthode de la mise en équivalence, selon laquelle l'entreprise faisant l'objet du partenariat comptabilisera sa quote-part de l'actif, du passif, des produits et des charges de la coentreprise. En vertu de cette norme IFRS, les entités peuvent consolider les participations dans des coentreprises de façon proportionnelle ou selon la méthode de la mise en équivalence. L'IFRS 11 remplace la norme IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et la norme SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. L'IFRS 11 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La société évalue actuellement l'incidence de l'IFRS 11 sur ses états financiers consolidés.

v) Informations à fournir sur les participations dans les autres entités : L'IFRS 12 établit des exigences en matière d'informations à fournir en ce qui a trait aux participations dans d'autres entités, telles que des partenariats, des entreprises associées, des entités *ad hoc* et des entités hors bilan. La norme maintient les exigences existantes en matière d'informations à fournir et établit également d'importantes exigences supplémentaires qui portent sur la nature des participations dans d'autres entités et sur les risques connexes. L'IFRS 12 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La société évalue actuellement l'incidence de l'IFRS 12 sur ses états financiers consolidés.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]*

4. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

vi) **Évaluation de la juste valeur** : L'IFRS 13 est une norme globale d'évaluation de la juste valeur et de présentation de l'information qui doit être utilisée pour toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché à la date d'évaluation. Par ailleurs, elle établit les informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur l'évaluation et la présentation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui, dans de nombreux cas, ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou une communication cohérente. L'IFRS 13 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La société évalue actuellement l'incidence de l'IFRS 13 sur ses états financiers consolidés.

5. STOCKS

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011, des stocks d'un montant de 2 957 \$ [2 975 \$ en 2010] ont été constatés dans le coût des ventes, y compris des provisions pour dépréciation à la valeur de réalisation nette de 46 \$ [30 \$ en 2010], et une reprise de dépréciations comptabilisées précédemment de 18 \$ [8 \$ en 2010] résultant surtout d'un changement au titre de l'estimation de stocks invendables en raison de dates de péremption trop rapprochées, selon les estimations actuelles. Au 30 septembre 2011, des stocks d'un montant de 26 \$ [53 \$ au 30 juin 2011; 31 \$ au 1^{er} juillet 2010] étaient comptabilisés à leur valeur de réalisation nette.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains et bâtiments aux termes d'un contrat de location- financement	Matériel informatique	Matériel aux termes d'un contrat de location- financement	Matériel informatique	Automobiles	Automobiles aux termes d'un contrat de location- financement	Améliorations locatives	Immobilisations en cours	Total
Au 1er juillet 2010									
Coût	8 088	7 088	364	2 641	286	995	74	13 486	33 885
Ajouts	317	441	91	285	—	467	—	11 845	13 446
Cessions	—	(675)	—	(1 131)	(92)	(64)	—	(31)	(1 993)
Transferts	863	159	(160)	1	36	(36)	—	—	—
Change	255	62	—	(1)	14	—	(3)	—	327
Au 30 juin 2011	9 523	7 075	295	1 795	244	1 362	71	25 300	45 665
Ajouts	37	177	134	30	—	167	—	1 352	1 897
Cessions	—	—	—	—	(25)	—	—	—	(25)
Transferts	11	(6)	5	2	—	—	—	(12)	—
Change	(32)	22	—	2	1	5	3	—	1
Au 30 sept. 2011	9 539	7 268	434	1 829	220	1 534	74	26 640	47 538
Au 1er juillet 2010									
Cumul des amortissements	—	(5 472)	(102)	(2 321)	(238)	(348)	(74)	—	(8 555)
Ajouts	(472)	(416)	(44)	(133)	(25)	(254)	(1)	—	(1 383)
Cessions	—	674	—	1 131	84	14	—	—	1 903
Transferts	(23)	(81)	66	(1)	(30)	31	—	—	—
Change	(495)	(46)	—	—	(7)	—	5	—	(48)
Au 30 juin 2011	(495)	(5 341)	(80)	(1 324)	(216)	(557)	(70)	—	(8 083)
Ajouts	(132)	(90)	(16)	(35)	(6)	(76)	—	—	(355)
Cessions	—	—	—	—	25	—	—	—	25
Change	1	(18)	—	(1)	(1)	—	(4)	—	(23)
Au 30 sept. 2011	(626)	(5 449)	(96)	(1 360)	(198)	(633)	(74)	—	(8 436)

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS**

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES [SUITE]

	Terrains et bâtiments	Terrains et bâtiments	Terrains et bâtiments d'un contrat de location- financement	Matériel aux termes d'un contrat de location- financement	Matériel informatique	Automobiles	Automobiles aux termes d'un contrat de location- financement	Améliorations locatives	Immobilisations en cours	Total
Au 1^{er} juillet 2010										
Valeur comptable nette	8 103	8 103	863	1 601	320	48	647	—	13 486	25 330
Au 30 juin 2011										
Valeur comptable nette	9 028	9 028	—	1 734	471	28	805	1	25 300	37 582
Au 30 sept. 2011										
Valeur comptable nette	8 913	8 913	—	1 819	469	22	901	—	26 640	39 102

Au 1^{er} juillet 2010, les terrains et bâtiments comprenaient un terrain de 1 357 \$; les terrains et bâtiments aux termes d'un contrat de location-financement comprenaient un terrain de 352 \$ [au 30 juin 2011, les terrains et bâtiments comprenaient un terrain de 1 779 \$; au 30 septembre 2011, les terrains et bâtiments comprenaient un terrain de 1 770 \$].

Coûts d'emprunt capitalisés

La société a capitalisé des coûts d'emprunt liés à la construction de l'installation de fabrication de vaccins et de l'installation pilote de fermentation de 352 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 (185 \$ en 2010). Ces coûts se rapportent à la dette à long terme et à l'aide gouvernementale remboursable accordée spécialement pour la construction de ces installations. Les coûts d'emprunt continueront d'être capitalisés sur ces installations jusqu'à leur validation.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf

le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

7. AIDE GOUVERNEMENTALE REMBOURSABLE

30 septembre 2011					
	OTI \$	FedDev \$	MDEC \$	Agri- débouchés \$	Total \$
Solde d'ouverture	17 517	210	8 492	2 286	28 505
Aide gouvernementale reçue sous forme de prêts	—	374	—	856	1 230
Moins : escompte sans intérêt	—	(127)	—	(366)	(493)
Intérêts au titre de la désactualisation	309	8	156	87	560
	17 826	465	8 648	2 863	29 802
Moins : partie courante	(960)	(115)	—	—	(1 075)
Total de l'aide gouvernementale remboursable non courante	16 866	350	8 648	2 863	28 727
30 juin 2011					
	OTI \$	FedDev \$	MDEC \$	Agri- débouchés \$	Total \$
Solde d'ouverture au 1er juillet 2010	19 099	—	3,159	591	22,849
Aide gouvernementale reçue sous forme de prêts	—	313	6,106	2,923	9,342
Moins : remboursement	(960)	—	—	—	(960)
Moins : escompte révisé découlant des modifications des estimations	(1 983)	—	—	—	(1,983)
Moins : escompte sans intérêt	—	(108)	(1,212)	(1,437)	(2,757)
Intérêts au titre de la désactualisation	1 361	5	439	209	2,014
	17 517	210	8,492	2,286	28,505
Moins : partie courante	(960)	(89)	—	—	(1,049)
Total non-current repayable government assistance	16 557	121	8,492	2,286	27,456

a] Office des technologies industrielles

Dans le cadre de l'entente conclue avec l'OTI en matière d'aide pour *Urocidin* et le vaccin pour les bovins contre *E. coli* O157:H7, la société a une obligation au titre des redevances sur les ventes futures de ces deux produits. La direction a estimé cette obligation à partir de ventes prévues actualisées à 7,5 %. Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2011, la société a réévalué l'obligation en se basant sur les prévisions à jour des ventes futures. La modification de l'estimation a donné lieu à un ajustement du résultat de 1 984 \$.

Le 6 novembre 2011, la société et l'OTI ont convenu de modifier les modalités de l'accord de remboursement par suite de la signature d'un contrat de licence pour *Urocidin* visant le report de la date d'achèvement du projet au 31 octobre 2012 et la révision des remboursements pour les porter à 240 \$ en octobre 2013 et 2014, et à 960 \$ en octobre 2015, 2016 et 2017, avec un paiement final de 1 031 \$ en octobre 2018. L'incidence de cette modification sera comptabilisée au cours du trimestre prenant fin le 31 décembre 2011.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]*

7. AIDE GOUVERNEMENTALE REMBOURSABLE [SUITE]

b] Programme Agri-débouchés et programmes du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011, la société a reçu la dernière avance de 856 \$ au titre du prêt consenti dans le cadre du programme Agri-débouchés du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada, portant à 5 000 \$ la somme totale avancée.

Le 16 août 2011, le montant admissible final à recevoir sous forme de prêt de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario [«FedDev»] a été fixé à 687 \$ et le remboursement mensuel a été porté à 11 \$ par mois. Le plein montant admissible du prêt a été reçu au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011.

c] Sommaire de l'aide gouvernementale

L'aide gouvernementale comptabilisée en diminution des frais de recherche et de développement se présente comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre	
	2011	2010
	\$	\$
OTI	—	40
Escompte – aide ne portant pas intérêt du MDEC	—	15
Escompte – aide ne portant pas intérêt du FedDev	7	—
Amortissement des incitatifs gouvernementaux différés	—	226
Crédits d'impôt à l'investissement	192	223
	199	504

8. AVANTAGES DU PERSONNEL

Les charges au titre des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre	
	2011	2010
	\$	\$
Salaires	3 929	3 809
Prestations	512	508
Rémunération fondée sur des actions	213	85
Régime à prestations définies	23	—
Paiement par l'employeur au titre des régimes à cotisations définies	215	201
Indemnités de départ	81	311
	4 973	4 914

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]*

8. AVANTAGES DU PERSONNEL [SUITE]

La rémunération des principaux dirigeants, soit tous les membres de l'équipe de direction et les administrateurs, se présente comme suit, collectivement :

	Trimestres clos les 30 septembre	
	2011	2010
	\$	\$
Salaires	968	1 158
Prestations	33	37
Rémunération fondée sur des actions	102	49
Régime à prestations définies	23	—
Paieement par l'employeur au titre des régimes à cotisations définies	53	57
Indemnités de départ	—	311
	1 179	1 612

9. CAPITAUX PROPRES

a] Actions privilégiées – série I

Le 1^{er} juin 2011, tous les porteurs d'actions de série I ont été avisés de l'intention de la société de racheter ces actions au prix de 1 000 \$ l'action. En juillet 2011, 161 des actions privilégiées en circulation ont été rachetées pour une contrepartie au comptant de 156 \$ et les 5 \$ restants ont été annulés, ce qui a donné lieu à une augmentation correspondante de l'autre capital d'apport de 5 \$.

b] Régime d'actionnariat des employés

La société offre un régime d'actionnariat des employés au Canada en vertu duquel elle verse des cotisations égales à celles versées par les employés aux fins d'acquisition d'actions de la société. La participation de la société à ce régime est comptabilisée comme une charge de rémunération fondée sur des actions dans la période où elle est engagée. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011, la société a émis 266 784 actions ordinaires [188 073 en 2010] dans le cadre de ce régime totalisant 209 \$ [192 \$ en 2010]. Au 30 septembre 2011, 124 780 actions ordinaires en vertu de ce régime pouvaient être émises [65 976 en 2010], et un montant de 70 \$ [43 \$ en 2010] a été comptabilisé dans le passif à court terme.

c] Régime d'options sur actions

Les modifications apportées au nombre d'options attribuées par la société et à leur prix d'exercice moyen pondéré pour les trimestres clos les 30 septembre 2011 et 2010 sont comme suit :

	2011		2010	
	Nombre	\$	Nombre	\$
Solde au début de la période	5 770 642	1,17	5 470 146	1,00
Attribuées	2 000	0,87	2 000	0,92
Exercées	—	—	(130 000)	0,98
Échues	(22 704)	1,07	—	—
Solde à la fin de la période	5 749 938	1,17	5 342 146	1,00
Exercçables	1 009 068	1,08	1 413 001	1,12

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]*

9. CAPITAUX PROPRES [SUITE]

Le prix moyen pondéré de l'action de la société durant l'exercice des options sur actions pour le trimestre clos le 30 septembre 2010 a été de 1,33 \$.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011, la société a émis, à l'intention d'un conseiller, 2 000 options sur actions d'une durée de trois ans dont les droits étaient acquis [2 000 options sur actions d'une durée de trois ans dont les droits étaient acquis en 2010], à un prix d'exercice de 0,87 \$ [0,92 \$ en 2010].

La juste valeur des options attribuées au cours des trimestres clos les 30 septembre 2011 et 2010 a été estimée à l'aide du modèle de Black et Scholes, ce qui a permis d'établir les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2011	2010
Taux d'intérêt sans risque	3,00%	5.50%
Volatilité prévue	51,6%	67.4%
Durée prévue de l'option	3,0 ans	3.0 ans
Rendement de l'action prévu	0%	0%
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	0,34 \$	0,41 \$

10. GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la société en matière de gestion du capital consistent à préserver sa capacité de continuer son exploitation et à financer ses activités de recherche et de développement, à poursuivre ses efforts de commercialisation et à maintenir ses activités courantes. Pour s'assurer de disposer des capitaux additionnels nécessaires à la réalisation de ses objectifs, la société peut essayer de mobiliser des fonds additionnels en émettant des titres d'emprunt ou des titres de capitaux propres, et en concluant des partenariats stratégiques qui généreront des fonds pour financer ses activités.

Dans le cadre de la gestion du capital, la société tient compte des capitaux propres, de la facilité de prêt de la Banque de développement du Canada [«BDC»] et de l'hypothèque de la BDC ainsi que de celle de ANZ Bank incluse dans la dette à long terme, et de l'aide gouvernementale remboursable sous forme de prêts ne portant pas intérêt et d'obligations au titre de redevances du ministère du Développement économique et du Commerce, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (Canada) et de l'OTI.

Toutes les avances futures sur la facilité de prêt de la BDC, les deux prêts d'aide gouvernementale et les avances de l'OTI constituent des fonds destinés à l'agrandissement des installations de production de vaccins à Belleville, en Ontario.

	30 septembre 2011 \$	30 juin 2011 \$	1er juillet 2010 \$
Capitaux propres	33 359	37 336	23 312
Dette à long terme [y compris la partie courante]	2 506	2 541	1 421
Aide gouvernementale remboursable [y compris la partie courante]	29 802	28 505	22 849
	65 667	68 382	47 582

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]*

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que la société ne puisse pas respecter ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance. L'objectif de la société est de combler les besoins en liquidités prévus et de répondre aux besoins en liquidités variables. La société gère ce risque en gérant sa structure du capital, c'est-à-dire en surveillant continuellement ses flux de trésorerie réels et projetés.

Les échéances contractuelles non actualisées des passifs financiers étaient les suivantes :

	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
30 septembre 2011					
Fournisseurs et autres créditeurs	6 325	6 325	—	—	—
Dette à long terme	2 930	622	1 701	482	125
Aide gouvernementale remboursable	46 153	1 186	5 289	12 470	27 208
	55 408	8 133	6 990	12 952	27 333
30 juin 2011					
Fournisseurs et autres créditeurs	8 111	8 111	—	—	—
Dette à long terme	3 013	545	1 616	697	155
Aide gouvernementale remboursable	44 923	1 160	4 847	12 252	26 664
	56 047	9 816	6 463	12 949	26 819
1^{er} juillet 2010					
Fournisseurs et autres créditeurs	9 505	9 505	—	—	—
Dette à long terme	1 718	183	1 014	352	169
Aide gouvernementale remboursable	35 496	1 010	2 966	8 304	23 216
	46 719	10 698	3 980	8 656	23 385

12. INFORMATIONS FINANCIÈRES SECTORIELLES

Les trois secteurs à présenter de la société, soit les secteurs de la santé animale, de la santé humaine et de la salubrité des aliments, sont des unités d'exploitation stratégiques qui offrent des produits distincts et reposent sur une technologie et des stratégies de commercialisation différentes *[note 1]*.

Les secteurs opérationnels n'ont pas été regroupés pour former les secteurs opérationnels à présenter. La direction surveille les résultats opérationnels de ses unités d'exploitation séparément aux fins de la prise de décisions concernant l'attribution des ressources et l'évaluation du rendement. Le rendement sectoriel est évalué selon le résultat opérationnel et est mesuré de cohérence avec le résultat opérationnel dans les états financiers consolidés. La société utilise le BAIIA [bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement] avant les frais de recherche et de développement pour établir l'apport de chaque secteur aux résultats opérationnels de la société.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]*

12. INFORMATIONS FINANCIÈRES SECTORIELLES [SUITE]

	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011				
	Santé humaine	Santé animale	Salubrité des aliments	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	—	6 123	—	—	6 123
Collaborations de recherche	693	—	—	—	693
	693	6 123			6 816
Charges	—	4 854	571	1 908	7 333
BAIIA avant frais de recherche et de développement	693	1 269	(571)	(1 908)	(517)
Frais de recherche et de développement	2 777	1 372	671	—	4 820
Moins : aide gouvernementale	(192)	—	(7)	—	(199)
Frais de recherche et de développement, montant net	2 585	1 372	664	—	4 621
Frais financiers	175	25	52	(25)	227
Profit de change	—	—	—	(433)	(433)
Résultat sectoriel avant impôts sur le résultat	(2 067)	(128)	(1 287)	(1 450)	(4 932)
Provisions pour charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat					
– courant(e)	—	(60)	—	—	(60)
– futur(e)	—	(361)	—	—	(361)
Actifs sectoriels	9 183	26 782	27 937	11 448	75 350
Passifs sectoriels	12 704	3 747	20 896	4 644	41 991
Goodwill	—	456	—	—	456
Acquisitions d'immobilisations corporelles	198	298	2 580	—	3 076

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf

le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

12. INFORMATIONS FINANCIÈRES SECTORIELLES [SUITE]

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2010					
	Santé humaine \$	Santé animale \$	Salubrité des aliments \$	Siège social \$	Total \$
Ventes	—	6 692	—	—	6 692
Collaborations de recherche	790	—	—	—	790
	790	6 692	—	—	7 482
Charges	—	4 870	553	1 399	6 822
BAIIA avant frais de recherche et de développement	790	1 822	(553)	(1 399)	660
Frais de recherche et de développement	3 432	854	456	—	4 742
Moins : aide gouvernementale	(449)	—	(55)	—	(504)
Frais de recherche et de développement, montant net	2 983	854	401	—	4 238
Frais financiers	181	20	66	(19)	248
Profit de change	—	—	—	(980)	(980)
Résultat sectoriel avant impôts sur le résultat	(2 374)	948	(1 020)	(400)	(2 846)
Provisions pour charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat					
– courant(e)	—	—	—	—	—
– futur(e)	—	(214)	—	—	(214)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	—	242	6 179	—	6 421

30 juin 2011					
	Santé humaine \$	Santé animale \$	Salubrité des aliments \$	Siège social \$	Total \$
Actifs sectoriels	10 194	25 672	26 558	17 366	79 790
Passifs sectoriels	13 421	5 460	20 946	2 627	42 454
Goodwill	—	456	—	—	456

1 ^{er} juillet 2010					
	Santé humaine \$	Santé animale \$	Salubrité des aliments \$	Siège social \$	Total \$
Actifs sectoriels	11 100	22 179	16 091	11 670	61 040
Passifs sectoriels	13 846	5 076	15 841	2 965	37 728
Goodwill	—	456	—	—	456

Les informations financières sectorielles constituent une analyse des activités de la société selon les secteurs géographiques suivants, d'après l'emplacement de ses clients. Les produits par région géographique se présentent comme suit :

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

12. INFORMATIONS FINANCIÈRES SECTORIELLES [SUITE]

	Trimestres clos les 30 septembre	
	2011	2010
	\$	\$
Canada	1 473	1 495
Europe*	149	235
États-Unis	2 692	4 151
Australie	1 557	1 260
Divers**	945	341
Total des produits	6 816	7 482

* S'entend essentiellement de l'Espagne, des Pays-Bas, de l'Irlande et du Royaume-Uni.

** S'entend essentiellement de l'Asie, de l'Amérique du Sud et du Moyen-Orient.

Les actifs non courants par région géographique se présentent comme suit :

	30 septembre, 2011	30 juin, 2011	1 ^{er} juillet, 2010
	\$	\$	\$
Canada	45 015	43 790	31 527
États-Unis	1 190	707	590
Australie	2 103	2 143	1 819
	48 308	46 640	33 936

13. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Les impôts sur le résultat différés reflètent les incidences fiscales nettes des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins de l'information financière et leur valeur fiscale. Les éléments importants des actifs et des passifs d'impôts différés de la société se présentent comme suit :

	30 septembre 2011	30 juin 2011	1 ^{er} juillet 2010
	\$	\$	\$
Actifs d'impôts différés			
Impôts différés intragroupes	682	411	246
Report en avant de pertes opérationnelles nettes	90	—	—
Excédent de la valeur fiscale des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles sur leur valeur comptable	—	—	50
Indemnités de départ non réglées et autres charges à payer	39	39	198
Divers	118	107	—
Actifs d'impôts futurs, montant net	929	557	494
Passifs d'impôts différés			
Excédent de la valeur comptable des immobilisations incorporelles sur leur valeur fiscale	(17)	(17)	—
Total des passifs d'impôts différés	(17)	(17)	—
Actifs d'impôts différés, montant net	912	540	494

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]*

13. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT [SUITE]

Les économies d'impôts sur le résultat liées aux actifs d'impôts futurs ont été comptabilisées jusqu'à concurrence des passifs d'impôts futurs selon la méthode axée sur le bilan.

Les éléments importants du recouvrement d'impôts sur le résultat se présentent comme suit :

	30 septembre	30 septembre
	2011	2010
	\$	\$
Recouvrement d'impôts courants	(60)	—
Recouvrement d'impôts différés	(361)	(214)
	(421)	(214)

14. ÉVENTUALITÉS

Éventualités

La société est partie, de temps à autre, à des litiges qui surviennent dans le cours normal de ses activités. En ce qui concerne ces réclamations, la société estime que ses arguments sont valables ou qu'elle a constitué une provision adéquate pour y parer. De l'avis de la société, il n'existe aucun risque important lié au règlement possible de tels litiges.

En décembre 2009, un ancien conseiller financier, qui avait déjà demandé le paiement d'un montant égal à 6 % des fonds reçus en vertu de l'entente de partenariat avec Endo Pharmaceuticals, a déposé une poursuite contre la société relativement à cette demande de paiement. Le 20 octobre 2011, la société a annoncé la décision du tribunal de New York accueillant favorablement la requête en jugement sommaire dans cette affaire et le rejet de toutes les réclamations.

15. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :	Trimestres clos les 30 septembre	
	2011	2010
	\$	\$
Montant versé au comptant pour		
Impôts sur le résultat	—	—
Intérêts	42	62
	42	62
 Activités d'investissement et de financement sans effet de trésorerie		
Acquisition de matériel et d'automobiles en vertu d'un contrat de location-financement	310	219
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les crédettes et charges à payer	517	2 782
	517	2 782

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]*

16. FRAIS FINANCIERS

	Trimestres clos les 30 septembre	
	2011	2010
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	73	72
Autre charge d'intérêts	4	1
Produit d'intérêts	(25)	(18)
Produit d'intérêts au titre de la désactualisation des créances escomptées	(33)	(35)
Charge d'intérêts au titre de la désactualisation des prêts ne portant pas intérêt	560	413
Moins : coûts d'emprunt capitalisés	(352)	(185)
	227	248

17. CHARGE D'AMORTISSEMENT

	Trimestres clos les 30 septembre	
	2011	2010
	\$	\$
Coût des ventes	105	96
Frais d'administration	102	59
Frais de commercialisation et de vente	68	61
Frais de recherche et de développement	323	301
	598	517

18. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS

Les présents états financiers sont les premiers états financiers consolidés intermédiaires de la société préparés selon les IFRS. Les méthodes comptables présentées à la note 2 ont été appliquées pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, des informations comparatives présentées pour le trimestre clos le 30 septembre 2010 et pour l'exercice clos le 30 juin 2011, ainsi que de l'état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS au 1^{er} juillet 2010.

Dans le cadre de la préparation de ses premiers états financiers selon les IFRS, la société a ajusté certains montants présentés antérieurement dans les états financiers consolidés préparés selon les PCGR du Canada. Une explication de l'incidence que le passage des PCGR du Canada aux IFRS a eue sur l'état de la situation financière, et les comptes de résultat et états du résultat global et le tableau des flux de trésorerie consolidés de la société est présentée dans les tableaux suivants et les notes y afférentes.

L'IFRS 1 permet aux nouveaux adoptants de choisir un certain nombre d'exemptions facultatives au titre de l'application rétrospective de certaines normes IFRS à compter de l'exercice clos le 30 juin 2010. L'IFRS 1 prévoit également un certain nombre d'exceptions obligatoires au titre de l'application rétrospective de certaines normes IFRS.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

18. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS [SUITE]

Exemptions facultatives au titre de l'application des IFRS

Voici la liste des exemptions facultatives de l'IFRS 1 choisies par la société appliquées dans le cadre de la conversion des PCGR du Canada aux IFRS :

i] Regroupements d'entreprises

La société a choisi de ne pas appliquer l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, aux regroupements d'entreprises qui sont survenus avant la date de transition.

ii] Juste valeur en tant que coût présumé

La société a choisi de comptabiliser des terrains et bâtiments précis et aux termes d'un contrat de location-financement à leur juste valeur estimative à la date de transition et d'utiliser les justes valeurs en tant que coût présumé à cette date.

iii] Coûts d'emprunt

La société a choisi d'appliquer l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, en vertu duquel les intérêts doivent être capitalisés dans les actifs admissibles de manière prospective à partir de la date de transition.

iv] Paiement fondé sur des actions

La société a choisi d'appliquer l'exemption relative au paiement fondé sur des actions. Elle a appliqué l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, aux options émises après novembre 2002, mais dont les droits n'ont pas été acquis avant la date de transition.

Exceptions obligatoires au titre des IFRS

Voici les exceptions obligatoires au titre de l'IFRS 1 appliquées dans le cadre de la conversion des PCGR du Canada aux IFRS :

i] Estimations

Conformément à l'IFRS 1, les estimations d'une entité selon les IFRS à la date de transition doivent être conformes aux estimations faites à la même date selon les PCGR du Canada, à moins qu'il y ait une preuve objective que ces estimations étaient erronées. Les estimations selon les IFRS de la société au 1^{er} juillet 2010 sont conformes à ses estimations selon les PCGR du Canada à la même date.

Rapprochement des capitaux propres

Aux	30 juin 2011 \$	30 septembre 2010 \$	1 ^{er} juillet 2010 \$
Capitaux propres en vertu des PCGR du Canada	21 891	5 212	8 496
Différences ayant un effet à la hausse (baisse) sur les capitaux propres présentés			
Juste valeur en tant que coût présumé de			
certains terrains et bâtiments	a) 3 238	3 490	3 569
Produits tirés de l'octroi de licences	c) 19 353	20 467	20 839
Coûts d'emprunt capitalisés	b) 723	87	—
Aide gouvernementale remboursable	f) (8 501)	(9 936)	(9 754)
Change	d) 221	292	(84)
Actif d'impôts différés	g) 411	587	246
Capitaux propres en vertu des IFRS	37 336	20 199	23 312

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf

le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

18. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS [SUITE]

Rapprochement du résultat global

Pour les périodes depuis le début de l'exercice closes les

	30 juin, 2011	30 septembre, 2010
Résultat net et résultat étendu selon les PCGR du Canada	(15 336)	(3 493)
Différences ayant un effet à la hausse (baisse) sur le résultat présenté :		
Transactions entre parties liées h)	(20)	—
Paiements fondés sur des actions e)	(144)	(22)
Coûts d'emprunt capitalisés b)	723	87
Amortissement additionnel sur les bâtiments comptabilisés à la juste valeur en tant que coût présumé a)	(331)	(79)
Désactualisation des intérêts sur l'aide gouvernementale remboursable f)	(731)	(182)
Recouvrement d'impôts différés g)	165	341
Variation de l'estimation de l'aide gouvernementale remboursable f)	1 984	—
Produits tirés de l'octroi de licences c)	(1 486)	(372)
Change d)	1 395	1 088
Résultat net selon les IFRS	(13 781)	(2 632)
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger d)	1 090	712
Résultat global selon les IFRS	(12 691)	(1 920)

Rapprochement de l'état de la situation financière consolidé

PCGR du Canada	IFRS	1er juillet 2010			30 juin 2011		
ACTIF	ACTIF	PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS	PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS
Actifs à court terme	Actifs courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 070	—	11 070	15 353	—	15 353
Placements à court terme	Autres actifs financiers courants	—	—	—	1 493	—	1 493
Débiteurs	Créances clients et autres débiteurs	8 601	—	8 601	6 460	—	6 460
Impôts sur les bénéfices à recevoir	Impôts sur le résultat à recevoir	63	—	63	254	—	254
Actifs d'impôts futurs		197	(197)	—	85	(85)	—
Stocks	Stocks d)	6 668	(86)	6 582	8 604	(81)	8 523
Charges payées d'avance et dépôts	Paiements anticipés d)	793	(5)	788	1 068	(1)	1 067
		27 392	(288)	27 104	33 317	(167)	33 150
Actifs à long terme	Actifs non courants						
Immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles a), b), d)	16 584	8 746	25 330	27 759	9 823	37 582
Actifs incorporels	Immobilisations incorporelles	6 500	—	6 500	6 306	—	6 306
Goodwill	Goodwill	456	—	456	456	—	456
Débiteurs à long terme	Autres débiteurs non courants	1 156	—	1 156	1 756	—	1 756
Actifs d'impôts futurs	Actifs d'impôts différés g)	51	443	494	43	497	540
		52 139	8 901	61 040	69 637	10 153	79 790

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf

le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

18. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS [SUITE]

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	1er juillet 2010			30 juin 2011		
		PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS	PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS
Passifs à court terme	Passifs courants						
Créiteurs et charges à payer	Fournisseurs et autres créiteurs	9 716	—	9 716	8 520	—	8 520
Tranche à court terme de la dette à long terme et obligations en vertu de contrats de location-acquisition	Partie courante de la dette à long terme et obligations en vertu de contrats de location-financement	256	—	256	700	—	700
Tranche à court terme de l'aide gouvernementale remboursable	Partie courante de l'aide gouvernementale remboursable	960	—	960	1 049	—	1 049
Tranche à court terme des produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables		c) 1 486	(1 486)	—	1 486	(1 486)	—
		12 418	(1 486)	10 932	11 755	(1 486)	10 269
Passifs à long terme	Passifs non courants						
Dette à long terme	Dette à long terme	1 341	—	1 341	2 171	—	2 171
Obligations au titre de contrats de location- acquisition	Obligations au titre de contrats de location- financement	1,184	—	1 184	546	—	546
Aide gouvernementale remboursable	Aide gouvernementale remboursable	f) 6 965	14 924	21 889	13 395	14 061	27 456
Avantages sociaux futurs	Avantages du personnel futurs	—	—	—	2 012	—	2 012
Incitatifs gouvernementaux reportés	Incitatifs gouvernementaux différés	2 382	—	2 382	—	—	—
Produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables		c) 19 353	(19 353)	—	17 867	(17 867)	—
		43 643	(5 915)	37 728	47 746	(5 292)	42 454
Capitaux propres							
Capital social	Capital social	96 677	—	96 677	125 630	—	125 630
Autre capital d'apport	Autre capital d'apport	e) 8 700	113	8 813	8 515	256	8 771
Déficit	Déficit	(96 881)	14 787	(82 094)	(112 254)	16 363	(95 891)
	Écarts de conversion des monnaies étrangères	d) —	(84)	(84)	—	(1 174)	(1 174)
		8 496	14 816	23 312	21 891	15 445	37 336
		52 139	8 901	61 040	69 637	10 153	79 790

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf

le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

18. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS [SUITE]

Rapprochement de l'état des résultats

PCGR du Canada	IFRS	Trimestre clos le 30 septembre 2010			Exercice clos le 30 juin 2011		
		PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS	PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS
PRODUITS D'EXPLOITATION	PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES						
Ventes	Ventes	6 692	—	6 692	27 366	—	27 366
Octroi de licences	Octroi de licences c)	372	(372)	—	5 532	(1 486)	4 046
Collaborations de recherche	Collaborations de recherche	790	—	790	3 146	—	3 146
		7 854	(372)	7 482	36 044	(1 486)	34 558
CHARGES	CHARGES						
Coût des ventes (exclusion faite de l'amortissement)	Coût des ventes						
Frais d'administration	Frais d'administration i)	3 167	98	3 265	13 029	432	13 461
Frais de commercialisation et de vente	Frais de commercialisation et de vente h), i)	1 900	81	1 981	10 525	500	11 025
Frais financiers	Frais financiers i)	1 517	60	1 577	6 643	254	6 897
Amortissement des immobilisations corporelles	Frais financiers b), f)	153	95	248	1 015	(1 976)	(961)
Amortissement et dépréciation des actifs incorporels		238	(238)	—	1 058	(1 058)	—
Perte (gain) de change		199	(199)	—	881	(881)	—
	Perte (profit) de change d)	107	(1 088)	(981)	516	(1 395)	(879)
		7 281	(1 191)	6 090	33 667	(4 124)	29 543
Bénéfice avant les frais de recherche et de développement et les impôts sur les bénéfices	Résultat avant les frais de recherche et de développement et les impôts sur le résultat	573	819	1 392	2 377	2 638	5 015
Frais de recherche et de développement, montant brut	Frais de recherche et de développement, montant brut i)	4 441	301	4 742	19 782	1 249	21 031
Moins : aide gouvernementale, montant net	Moins : aide gouvernementale	(504)		(504)	(1 954)		(1 954)
Perte avant impôts sur les bénéfices	Résultat avant impôts sur le résultat	(3 364)	518	(2 846)	(15 451)	1 389	(14 062)
Charge d'impôts sur les bénéfices	Charge d'impôts sur le résultat g)	129	(343)	(214)	(115)	(166)	(281)
Perte nette de la période	Résultat net de la période	(3 493)	861	(2 632)	(15 336)	1 555	(13 781)

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

18. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS [SUITE]

Rapprochement du tableau des flux de trésorerie selon les IFRS

La transition des PCGR du Canada aux IFRS a donné lieu à un reclassement de l'aide gouvernementale, celle-ci n'étant plus classée dans les activités d'investissement mais dans les activités de financement pour ce qui est de la comptabilisation des remboursements futurs. Les montants reclassés au 30 septembre 2010 et au 30 juin 2011 ont été respectivement de 1 144 \$ et 1 496 \$.

Notes relatives au rapprochement

a) Immobilisations corporelles

La société a choisi de recourir à l'exemption facultative aux termes des IFRS et d'utiliser la juste valeur en tant que coût présumé pour les terrains et bâtiments situés à Belleville, à Montréal et en Australie. La juste valeur a été établie par un tiers expert en évaluation.

À la date de transition, la valeur comptable nette du coût des immobilisations corporelles (terrains et bâtiments) a augmenté de 3 569 \$ et les capitaux propres, du même montant. Cette augmentation a donné lieu à une hausse de la charge d'amortissement de 79 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2010 et de 331 \$ pour l'exercice clos le 30 juin 2011.

b) Coûts d'emprunt

À partir de la date de transition, la société a capitalisé de manière prospective les coûts d'emprunt liés à l'acquisition et à la construction des actifs admissibles inclus dans les immobilisations corporelles. Les coûts d'emprunt capitalisés pour le trimestre clos le 30 septembre 2010 et pour l'exercice clos le 30 juin 2011 ont été respectivement de 87 \$ et 723 \$.

PCGR du Canada : Selon les PCGR du Canada, la société avait comme politique d'imputer les coûts d'emprunt au résultat dans la période où ils étaient engagés.

IFRS : Selon les IFRS, la société a choisi d'appliquer l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, en vertu duquel les intérêts doivent être capitalisés dans les actifs admissibles de manière prospective à partir de la date de transition.

c) Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Avant la date de transition, la société a reçu un paiement initial non remboursable de 22 286 \$ [20 000 \$ US] lié au contrat de licence, de développement et d'approvisionnement conclu avec Endo Pharmaceuticals Inc. [«Endo»].

PCGR du Canada : Selon les PCGR du Canada, le contrat de licence, de développement et d'approvisionnement conclu avec Endo contenait des prestations multiples pour lesquelles les preuves objectives de la juste valeur émanant du fournisseur relativement aux unités de comptabilisation distinctes n'ont pu être établies. Les critères de comptabilisation des produits ont donc été appliqués aux prestations regroupées comme s'il s'agissait d'une seule unité de comptabilisation, et le paiement initial a été différé et comptabilisé durant la période au cours de laquelle la société était liée par des obligations contractuelles importantes en matière de licence, de développement et d'approvisionnement.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

18. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS [SUITE]

IFRS : Selon les IFRS, la société a pu établir la juste valeur de la prestation non fournie du contrat avec Endo, c'est-à-dire la partie approvisionnement du contrat, et le paiement initial a donc été comptabilisé dans la période au cours de laquelle la société était liée par des obligations contractuelles importantes en matière de licence et de développement seulement.

Par conséquent, selon les IFRS, le plein montant du paiement initial a été comptabilisé en résultat net avant la date de transition au lieu d'être amorti sur une période de 15 ans. Ainsi, les produits tirés de l'octroi de licences différés non remboursables ont diminué de 20 839 \$ (baisse de la partie courante de 1 486 \$ et de la partie non courante de 19 353 \$), et les capitaux propres ont augmenté de 20 839 \$. Cette diminution a entraîné un recul des produits tirés de l'octroi de licences de 372 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2010 et de 1 486 \$ pour l'exercice clos le 30 juin 2011.

d) *Cumul des ajustements de conversion*

PCGR du Canada : Selon les PCGR du Canada, la société a établi que ses filiales américaine et australienne étaient des entités étrangères intégrées et que leur monnaie fonctionnelle et de présentation était le dollar canadien.

IFRS : Selon les IFRS, la monnaie fonctionnelle d'un établissement à l'étranger est établie au niveau de l'entité, et les directives sont similaires à celles des PCGR du Canada, mais les facteurs à considérer sont différents. Selon les IFRS, la monnaie fonctionnelle de la filiale américaine est le dollar américain et la monnaie fonctionnelle de la filiale australienne est le dollar australien.

Par conséquent, à la date de transition, la valeur comptable des stocks avait diminué de 86 \$, les charges payées d'avance et les dépôts avaient reculé de 5 \$, les immobilisations corporelles avaient augmenté de 7 \$ et les écarts de conversion des monnaies étrangères avaient baissé de 84 \$. Pour l'exercice clos le 30 juin 2011, les profits (pertes) de change au compte de résultat ont diminué de 1 395 \$, et pour le trimestre clos le 30 septembre 2010, les profits (pertes) de change ont reculé de 1 088 \$ avec ajustement correspondant des écarts de conversion des monnaies étrangères.

e) *Paiements fondés sur des actions*

PCGR du Canada : Selon les PCGR du Canada, les paiements fondés sur des actions dont l'acquisition des droits est graduelle sont comptabilisés de manière linéaire sur la période d'emploi nécessaire à l'acquisition des droits rattachés à l'attribution. Les attributions frappées d'extinction ont été comptabilisées à mesure qu'elles se sont produites.

IFRS : Selon les IFRS, chaque tranche d'une attribution dont l'acquisition des droits est graduelle est traitée comme une attribution distincte ayant sa propre date d'acquisition des droits et sa propre juste valeur. Chaque attribution est comptabilisée selon ces critères. Une estimation des attributions frappées d'extinction est comprise dans l'évaluation initiale des attributions. L'estimation peut être révisée si des informations subséquentes révèlent que le résultat différera vraisemblablement de l'estimation.

À la date de transition, la variation de la valeur des options sur actions attribuées a entraîné une augmentation de l'autre capital d'apport de 113 \$ et une hausse du déficit de 113 \$. Au 30 juin 2011, la charge de rémunération fondée sur des actions avait augmenté de 144 \$, et cette hausse a été portée à l'autre capital d'apport (22 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2010).

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]

18. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS [SUITE]

f) Aide gouvernementale remboursable

La société a conclu avec le gouvernement des accords d'aide qui prévoient le remboursement de l'aide gouvernementale au moyen du paiement de redevances liées aux ventes futures de certains de ses produits en développement.

PCGR du Canada : Selon les PCGR du Canada, les contributions gouvernementales éventuelles sont portées en réduction des frais de recherche et de développement connexes ou déduites du coût des immobilisations corporelles connexes. Les remboursements sont comptabilisés à titre de charges dans les frais de recherche et de développement lorsqu'ils sont effectués.

IFRS : Selon les IFRS, un passif est comptabilisé au titre du remboursement prévu des contributions gouvernementales reçues s'il est probable que les modalités de remboursement seront respectées. Les remboursements sont comptabilisés en réduction du passif. Les réévaluations subséquentes du passif sont comptabilisées dans les autres charges financières (produits financiers) au cours de la période où le changement a lieu.

Ainsi, à la date de transition, l'aide gouvernementale remboursable affichait une augmentation de 14 924 \$ qui a entraîné une hausse compensatoire des immobilisations corporelles de 5 171 \$ et une baisse des capitaux propres de 9 753 \$. Au 30 juin 2011, l'obligation a été réévaluée, ce qui a donné lieu à un ajustement de 1 984 \$, et un montant compensatoire a été imputé aux frais financiers. Il n'y a pas eu de réévaluation correspondante au cours du trimestre clos le 30 septembre 2010. Des intérêts courus de 280 \$ ont été comptabilisés pour le trimestre clos le 30 septembre 2010, dont un montant de 97 \$ a été capitalisé et un montant de 183 \$ a été passé en charges. Pour l'exercice clos le 30 juin 2011, des intérêts courus de 1 119 \$ ont été comptabilisés, dont un montant de 388 \$ a été capitalisé et un montant de 731 \$ a été passé en charges.

g) Actifs d'impôts différés

PCGR du Canada : Selon les PCGR du Canada, il est interdit de comptabiliser un actif ou un passif d'impôts différés pour tenir compte d'un écart temporaire découlant de transactions intersociétés. De tels écarts temporaires peuvent survenir lorsque la valeur fiscale de l'actif dans le territoire de l'acheteur diffère de la valeur comptable de l'actif dans les états financiers consolidés. De plus, les paiements ou recouvrements d'impôts au comptant résultant du transfert d'un actif sont comptabilisés à titre d'actif ou de passif d'impôts différés dans les états financiers et sont comptabilisés dans la charge d'impôts lorsque l'actif n'appartient plus à la société ou est utilisé d'une autre manière.

IFRS : Les IFRS ne prévoient pas de telles exceptions. Par conséquent, l'impôt différé est comptabilisé sur les écarts temporaires découlant des transactions intersociétés évaluées au taux d'imposition de l'acheteur, et les impôts au comptant payés ou recouverts sur les transactions intersociétés sont comptabilisés dans la période où le paiement ou le recouvrement a lieu. Par conséquent, à la date de transition, les actifs d'impôts différés avaient augmenté de 246 \$, ce qui a entraîné une hausse compensatoire du déficit. Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2011, les actifs d'impôts différés ont augmenté d'un montant additionnel de 166 \$, et un montant compensatoire de 166 \$ a été imputé à la charge d'impôts sur le résultat.

h) Transactions entre parties liées

PCGR du Canada : Selon les PCGR du Canada, une transaction entre parties liées conclue en dehors du cours normal des affaires est comptabilisée à la valeur comptable, et tout profit ou perte est comptabilisé directement dans le déficit.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

[non audité]

30 septembre 2011 et 2010

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf
le nombre d'actions et les montants par action et lorsque indiqué]*

18. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS [SUITE]

IFRS : Selon les IFRS, une transaction entre parties liées est comptabilisée à la juste valeur, et tout profit ou perte est comptabilisé en résultat.

Par conséquent, au 30 juin 2011, les charges administratives ont été accrues de 20 \$, et le déficit a été réduit de 20 \$.

i) Présentation de l'état des résultats (compte de résultat) et du résultat étendu (global) consolidé

PCGR du Canada : Selon les PCGR du Canada, l'état des résultats et du résultat étendu consolidé était présenté selon la fonction et la nature des charges, et l'amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles était comptabilisé dans des postes distincts.

IFRS : La société a choisi de présenter les charges par fonction dans le compte de résultat et l'état du résultat global consolidé. Le montant de l'amortissement et de la rémunération fondée sur des actions a été réparti entre les fonctions.

DONNÉES SUR L'ENTREPRISE

SIÈGE SOCIAL :

231 Dundas Street East
P.O. Box 1570
Belleville (Ontario) Canada
K8N 5J2
Téléphone : 613-966-8058; sans frais : 1-800-265-5464
Télécopieur : 613-966-4177

BUREAU PRINCIPAL AUSTRALIEN :

a/s de IAC Robertson & Co.
Comptables agréés
54 Beecroft Road
Epping, NSW, Australie 2121
Adresse postale : P.O. Box 881
Epping, NSW, Australie 1710
Téléphone : 61 2 9868 8500
Télécopieur : 61 2 9868 8599

CONSEIL D'ADMINISTRATION

GRAEME McRAE ^{2, 3, 4, 5, 6}
Président du conseil d'administration, président et chef de la direction
Bioniche Life Sciences Inc.

STANLEY ALKEMADE, D.V.M. ^{4, 5, 6}
Président, BioMedEx Inc.

ARMEN APRIKIAN, M.D., F.R.C.S. (C) (OBSERVATEUR) ⁴
Chef, division d'urologie, département de chirurgie, Université McGill et chef provisoire,
département d'oncologie, Centre universitaire de santé McGill

ALBERT BERALDO ^{1, 2, 6}
Président, Alveda Pharmaceuticals Inc.

ROD BUDD, B. COMM., CA ^{1, 5, 6}

MARGARET CUNNINGHAM, Ph.D. ^{1, 2, 3, 6}
Directrice, School of Business, doyenne associée et chaire R. A. Jodrey, faculté de gestion,
Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle-Écosse

JAMES JOHNSON, Ph.D. ^{2, 4, 6}
Président et fondateur, Johnson & Associates

NICK PHOTIADES ^{1, 3, 5, 6}
Consultant en gestion et en planification stratégique

LYLE VANCLIEF ^{1, 3, 5, 6}
Consultant en agriculture et en agroalimentaire

¹ Membre du comité d'audit

² Membre du comité de rémunération

³ Membre du comité de gouvernance d'entreprise et de mise en candidature

⁴ Membre du comité de vérification scientifique

⁵ Membre du comité de gestion des risques

⁶ Chaque administrateur a été élu pour occuper son poste jusqu'à la date de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la société.

HAUTE DIRECTION

Graeme McRae

Président du conseil d'administration, président et chef de la direction

Cindy Benning

Vice-présidente principale, opérations, qualité et affaires réglementaires

Monique Champagne

Vice-présidente, recherche clinique

Rick Culbert

Président, Bioniche Food Safety

Mohamed Elrafih

Vice-président, service de fabrication

Brian Ford, B.A., CA

Vice-président, finances et chef de la direction financière

Andrew Grant

Président, Bioniche Animal Health (monde)

Cameron Groome

Premier vice-président, développement stratégique de l'entreprise

Bruce McLeod

Vice-président, ressources humaines

Jim Phillips

Premier vice-président, relations avec l'industrie (Bioniche Animal Health)

Mairi Phillips

Directrice, services juridiques et secrétaire de la société

Dragan Rogan, Ph. D.

Vice-président, recherche et développement (Bioniche Animal Health)

Jennifer Shea

Vice-présidente, communications de l'entreprise et relations avec les investisseurs et le gouvernement

Gary Weber, Ph. D.

Président, Bioniche Food Safety (États-Unis)

INSCRIPTION À LA BOURSE :

Bourse de Toronto et Bourse d'Australie
Symbole : BNC

SECRÉTAIRE DE LA SOCIÉTÉ :

Mairi Phillips
Belleville (Ontario) Canada

CONSEILLERS JURIDIQUES :

Norton Rose OR s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Toronto (Ontario) Canada

AUDITEURS :

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Montréal (Québec) Canada

AGENT DES TRANSFERTS :

Compagnie Trust CIBC Mellon
P.O. Box 7010
Adelaide Street Postal Station
Toronto (Ontario) M5C 2W9
Téléphone : 416-643-5500
Sans frais : 800-387-0825
Télécopieur : 416-643-5501

Link Market Services

Locked Bag A14
Sydney South NSW 1235
Téléphone : 02 8280 7111
Télécopieur : 02 9287 0303
Courriel : registrars@linkmarketservices.com.au

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES :

Les demandes de renseignements au sujet d'un transfert d'actions ou d'un certificat égaré et les avis de changement d'adresse doivent être adressés à l'agent des transferts mentionné ci-dessus. Les renseignements de nature générale sur la société, les récents communiqués de presse et les documents déposés sur SEDAR peuvent être obtenus sur le site Web de la société, à l'adresse www.bioniche.com, auprès de notre service des communications et des relations avec les investisseurs et le gouvernement, au 613-966-8058, ou par courriel, à l'adresse info@Bioniche.com.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET À L'INTENTION DES INVESTISSEURS :

Jennifer Shea
Vice-présidente, communications de l'entreprise et relations avec les investisseurs et le gouvernement
Bioniche Life Sciences Inc.
P.O. Box 1570
Belleville (Ontario) Canada
K8N 5J2
Téléphone : 613-966-8058, poste 1250; de l'Australie : 0011 1 613-966-8058, poste 1250
Télécopieur : 613-966-4177; de l'Australie : 0011 1 613-391-2097
Jennifer.Shea@Bioniche.com



www.Bioniche.com



P.O. Box 1570
Belleville (Ontario)
Canada, K8N 5J2

Téléphone : 613-966-8058
Télécopieur : 613-966-4177

TSX : BNC / ASX : BNC